ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1575 – 18 septembre 1998 – prix : 9F

JOSPIN, UN BUDGET À LA JUPPÉ !

(p. 5)

Affaire Clinton :

Beaucoup de bruit à propos de petits mensonges privés... mais toujours le grand silence sur les mensonges politiques des gouvernants !

(p. 3)

SOMMAIRE

Politique
4 – Le PCF critique modérément tout en cautionnant le gouvernement
– Le PCF et le budget de l'État

Leur société
5 – Le budget de l'État pour 1999
– Rafales d'argent pour Dassault
6 – Privatisations : Jospin plus fort que Juppé
– Banques : les profits continuent
7 – Régularisation de tous les sans-papiers !
– Melun : droit d'asile pour les Kurdes !
11 – La Corse et le pillage des fonds publics
– Aides de l'État aux éleveurs de cochons
12 – Le fichier illégal de la gendarmerie
– Clermont-Ferrand : grève du personnel au lycée Jeanne-d'Arc
13 – Allègre s'attaque aux enseignants, mais la grève est reportée
– La rentrée : quelques exemples

Tribune
6 – Il y a une extrême gauche, à gauche du PCF

Dans le monde
8/9 – Kosovo :
• La responsabilité des impérialistes
• Le Kosovo et le nationalisme serbe
– Algérie : Zeroual évincé
10 – Espagne : deux ex-ministres socialistes en prison
– Clinton et la crise économique
16 – Le rapport de l'ONU sur le développement
– Pollution et pauvreté
– Grande-Bretagne : capitalistes et désinvestissements

Dans les entreprises
14 – Mutuelles du Mans : coup de colère
– Lever Haubourdin (Lille) : menace de licenciement
15 – PSA : les 35 h à la sauce Aubry
– Renault Siège social : débrayages des travailleurs des cantines
– EMPA Orly Nord : succès d'une grève sur les salaires

Elections législatives partielles :

LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIERE

Le 20 septembre, plusieurs élections législatives partielles ont lieu, dans lesquelles LUTTE OUVRIERE présente des candidats :

– Dans la 13e circonscription du Nord (Dunkerque-Rosendaël), le candidat de LUTTE OUVRIÈRE sera Jacques VOLANT, enseignant, avec pour suppléante Monique GUENNOU, enseignante.

– Dans la 9e circonscription des Bouches-du-Rhône (Aubagne-La Ciotat), la candidate de LUTTE OUVRIERE sera Sylvie MOYEN, secrétaire, avec pour suppléant Jean-Michel GHIOTTO, enseignant.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

SAMEDI 19 SEPTEMBRE
– à RENNES
de 15 heures à 24 heures
Salle Rennes-Congrès
27 Boulevard Solférino

SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
– à LYON
Samedi à partir de 18 heures
Dimanche de 12 heures à 19 heures Hall des fêtes à SAINT-FONS

– à TOULOUSE
du samedi à 18 heures au dimanche à 20 heures Parc de la Mounède à Toulouse-Saint-Simon

SAMEDI 3 OCTOBRE
– à ORLEANS
à 15 heures, Salle des fêtes de SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE
31 rue Bernard Million

– à GRENOBLE
à partir de 16 heures, Hall des Sports à ECHIROLLES

– à MULHOUSE
à partir de 14 heures
Salle des fêtes à KINGERSHEIM

– à TOURS
de 15 heures à minuit
Salle de la Pléiade à LA RICHE

SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 OCTOBRE

– à DIJON
Samedi à partir de 18 heures et dimanche à partir de 12 heures
Salle Mendès-France à QUETIGNY

Notre camarade Arlette Laguiller prendra la parole au cours de ces fêtes :

– A Rennes, le samedi 19 septembre à 17h30

– A Lyon, le 26 septembre à 20 heures

– A Toulouse, le 27 septembre à 15 heures

– A Mulhouse, le 3 octobre à 15 heures

– A Grenoble, le 3 octobre à 21 heures

– A Dijon, le 11 octobre à 16 heures

Rencontre avec les militants
DE LUTTE OUVRIÈRE
À CHARTRES
Samedi 26 septembre toute la journée
Place Châtelet, Vidéo et débat à 16h

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES MENSONGES DONT ON NOUS PARLE... ET CEUX QU'ON NOUS CACHE

Pendant quelques jours, la presse du monde entier n'a plus parlé que du rapport de ce procureur Kenneth Starr, qui demande la destitution du président des Etats-Unis, Clinton, coupable d'après lui d'avoir menti à la justice sur les relations qu'il aurait entretenues avec une stagiaire de la Maison Blanche.

Derrière ce procureur, si soucieux de vertu qu'il a rendu public un document qui relève plus de la pornographie que d'autre chose, il y a bien sûr tous les bigots qui rêvent d'imposer au pays leur morale d'un autre âge, mais aussi la fraction la plus réactionnaire de la droite américaine qui a fait de cette affaire une arme politique pour essayer de discréditer un président qui ne lui plaît pas.

Mais l'hypocrisie n'est pas seulement du côté de ces gens-là. Elle est aussi du côté de ceux qui, aux États-Unis comme ici, défendent Clinton en affirmant que l'essentiel est qu'il n'ait pas menti aux citoyens en ce qui concerne les affaires publiques. Car si les petits mensonges que Clinton a faits pour dissimuler des frasques – qui ne regardaient après tout que des personnes privées – n'ont effectivement aucune importance, il a, comme bien d'autres hommes d'État, dans l'exercice de ses fonctions, dit ou laissé dire des mensonges bien plus lourds de conséquences.

Il n'y a pas besoin de remonter bien loin dans le temps pour en trouver un exemple. Il y a quelques semaines, le président des États-Unis a fait bombarder au Soudan une usine de fabrication de produits pharmaceutiques dont les autorités américaines prétendaient qu'elle travaillait en même temps à la fabrication d'armes chimiques. Les techniciens étrangers qui travaillaient dans cette usine ont témoigné après ce raid du contraire. Clinton n'a présenté, cette fois-là, ses excuses à personne, pas même aux victimes innocentes que ces bombardements ont fait parmi la population soudanaise, ou à leurs familles. Ces victimes-là ne comptaient pas pour lui, pas plus que les enfants qui meurent en Irak faute de médicaments ou de sous-alimentation du fait de l'embargo auquel ce pays est soumis. Et Clinton n'hésite pas à proclamer que tout cela est nécessaire à la paix, alors qu'il s'agit seulement de démontrer la suprématie de l'impérialisme américain.

Les dirigeants de l'impérialisme français ne valent pas mieux. La France a été une grande puissance coloniale. Et nul ne peut faire le compte de tous les discours sur «le droit et la civilisation» qui ont servi à justifier les guerres de conquête qui ont asservi des peuples entiers, les conflits sanglants avec les puissances coloniales concurrentes, puis les guerres menées pour essayer d'empêcher ces pays d'accéder à l'indépendance.

Aujourd'hui encore, toutes les interventions de l'armée française en Afrique pour y préserver les intérêts des grandes sociétés françaises (comme il n'y a pas si longtemps au Rwanda) nous sont effrontément présentées comme des «opérations humanitaires».

Pour permettre aux industriels et aux banquiers de maintenir leurs profits malgré la crise, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt ans ont multiplié les aides, les dégrèvements de charges sociales, les réductions d'impôts en faveur des entreprises, en même temps qu'ils s'efforçaient de diminuer le «coût du travail», c'est-à-dire finalement la part des revenus de la société qui va à la classe ouvrière. Mais on nous a dit bien sûr, et on continue à nous dire, que c'est pour permettre de créer des emplois, alors que l'expérience montre qu'il n'en est rien.

Le mensonge politique, il est dans la nature même de cette société dominée par le capitalisme, puisque le rôle des dirigeants, à partir du moment où ils ne remettent pas ce système en cause, est de défendre les intérêts d'une minorité de privilégiés, en prétendant que, ce faisant, ils défendent l'intérêt général.

Les hommes politiques de la bourgeoisie trompent la population laborieuse en lui cachant la réalité de l'exploitation dont elle est victime. Mais ce n'est évidemment pas sur la grande presse qu'il faut compter pour faire la lumière sur ces mensonges-là !

REUNION PUBLIQUE de rentrée avec Arlette LAGUILLER
Vendredi 2 octobre à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité

PCF

SI CE GOUVERNEMENT NE VA « PAS ASSEZ LOIN ET ASSEZ VITE » POURQUOI LE CAUTIONNER ?

Depuis quelques semaines, et cela a été de nouveau le cas à la fête de *L'Humanité*, les dirigeants du PCF se sont lancés dans un difficile exercice d'équilibrisme, qui consiste à essayer de démontrer qu'ils sont à la fois satisfaits de participer au gouvernement, expliquant que celui-ci «*va dans le bon sens*» tout en ajoutant qu'il ne va pas assez loin et pas assez vite.

Et pour tenter de mieux faire passer la chose ils expliquent que «*la politique mise en œuvre par le gouvernement n'est pas celle du Parti Communiste. Mais elle n'est pas non plus seulement celle du Parti Socialiste. On y voit – et on doit y voir toujours mieux — la marque de la diversité des composantes de la gauche, avec le poids respectif que leur ont donné les Françaises et les Français. Et sur nombre de mesures on reconnaît l'apport communiste*» (discours de Nicole Borvo, à la fête de *L'Humanité* dimanche 13 septembre).

La liste que les dirigeants du PCF établissent de ces mesures qui «vont dans le bon sens» n'est pas bien fournie, et appelle dans chaque cas bien des réserves. On y trouve les emplois-jeunes; la loi-cadre des 35 heures – à la sauce de l'UIMM car pour l'instant c'est l'exemple le plus fameux et qui sert de référence aux patrons; la régularisation de plusieurs dizaines de milliers de sans-papiers – mais pourquoi ne pas évoquer le refus du gouvernement d'en régulariser plusieurs dizaines de milliers, presque la moitié de ceux qui en ont fait la demande?

En balance, il y a toutes les mesures, nombreuses et concrètes celles-là, qui vont dans l'autre sens, celles qui favorisent le patronat au détriment du service public, de la Sécurité sociale, ou encore la privatisation de pans entiers des entreprises publiques, le ralentissement de l'évolution salariale, le maintien à un niveau indécent des minima sociaux. Quoi qu'on puisse en dire, la balance n'est pas égale. Elle penche singulièrement du côté des patrons.

Mais un autre élément peut figurer à ce bilan, même s'il est moins mesurable – encore que les élections peuvent en être des indicateurs approximatifs. C'est le crédit que perdent les idées de gauche, et en particulier celui que perd le Parti Communiste en menant une telle politique allant à l'encontre des besoins, des intérêts, des aspirations du monde du travail. On a pu en mesurer les effets désastreux entre 1981 et 1984. Désastreux, ils le furent autant pour le monde du travail que pour le PCF lui-même. Et si on laissait les choses se refaire – c'est l'option choisie par la direction du PCF – sans nul doute, la même politique reproduirait les mêmes effets.

Nous avons dit et redit que Lutte Ouvrière, qui milite pour que le monde du travail relève la tête et résiste aux coups du patronat, n'est ni l'adversaire du PCF ni celui de ses militants, mais que par contre elle combat la politique de ses dirigeants. Car nous sommes convaincus que cette politique ne contribue pas à favoriser une remontée de la conscience ouvrière, de la confiance en ses moyens en tant que classe, pourtant nécessaire et urgente.

Laisser les mains libres au patronat, l'encourager même comme le font Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry et consorts, cela se traduira immanquablement par un nouveau recul du PCF lui-même. Mais cela ne semble pas être le principal souci de Hue et des dirigeants du PCF qui s'évertuent à cultiver leurs bonnes relations avec le gouvernement Jospin-Strauss-Kahn-Aubry, qui lui-même cultive ses bonnes relations avec le patronat.

Jean-Pierre VIAL

À la fête de L'Humanité.

Le PCF et le budget : une critique bien timide

Il est difficile de ne pas voir que le projet de budget qui vient d'être adopté est surtout favorable au patronat. Même *Le Monde*, qui ne passe pas pour hostile au gouvernement, dans un article du 11 septembre, relève que «*si quelques mesures sont prises pour les ménages, elles sont de niveau symbolique. Pour les entreprises, en revanche, rien de tel : l'heure est à la générosité*».

L'Humanité, quant à elle, occulte le caractère antipopulaire de ce budget.

Elle le trouve tout au plus « timide ». Timide ? Tout dépend pour qui ! Pour les patrons, l'allégement fiscal de 13 milliards de francs, au total (dont 7 milliards pour la taxe professionnelle) n'est pas franchement timoré. L'éditorial consacré à ce budget est un modèle de modération pour ne pas dire de servilité. «*Les intentions affichées hier – priorité à l'emploi, pari sur la croissance, coup de pouce en faveur de la formation... – portent en elles-mêmes une sorte d'invitation à ce qu'il soit débattu de questions aussi cruciales que le contenu des réformes et des choix à opérer pour répondre aux attentes populaires* », etc. Suit alors une série de questions : «*Comment ne pas relever... Comment ne pas s'interroger... Le temps n'est-il pas venu... Ne s'agit-il pas d'articuler autrement?*» Les dirigeants du PCF et les journalistes de *L'Humanité* ont remplacé la culture du poing levé par celle du point d'interrogation, ce n'est pas le budget qui est timide mais la critique de *L'Humanité*.

L'Humanité veut à toute force faire croire que le gouvernement a tenu compte des propositions communistes. Dans un encart titré «*L'apport communiste*», le journal rappelle les propositions de la pétition du PCF et signale : «*Si l'augmentation de la prime de rentrée scolaire est acquise, ainsi que la baisse "ciblée" de la TVA (qui porte toutefois uniquement sur l'abonnement EDF-GDF), les mesures annoncées sur l'ISF (Impôt de solidarité sur la Fortune) ne correspondent pas entièrement à la demande formulée par le PCF...*»

On veut bien. Sauf que la prime de rentrée scolaire a été simplement reconduite pour la troisième année consécutive et est passée de 1 500 F à 1 600 F. La baisse de la TVA est tellement «ciblée» qu'elle ne représentera que dix à vingt francs par mois d'économie. Quant à l'ISF, le gouvernement continue à exclure les biens professionnels dans le calcul de la fortune et si son rendement va un peu augmenter, c'est essentiellement grâce à l'augmentation juteuse des profits boursiers et à peine à cause de l'augmentation des barèmes... Il reste encore un impôt tout à fait symbolique.

Bocquet, qui préside le groupe parlementaire du PCF, a déclaré «apprécier» la prise en compte des mesures proposées par le PCF, déplorant toutefois «*le manque d'ambition sociale que devrait avoir le premier budget de la gauche*». Interrogé sur RTL, Jean-Claude Gayssot a estimé que «*dès lors qu'il y a des progrès, il ne faut pas faire la fine bouche*». Robert Hue, sur France Inter a estimé que le projet de budget «*méritait d'être sensiblement amendé*». Mais d'après le compte rendu de *L'Humanité* du 12 septembre, «*le secrétaire général du PCF a implicitement écarté l'hypothèse que les communistes votent contre le budget 1999*». Car «*aller à un vote contre, c'est décider de s'écarter de la majorité plurielle*».

Ces quelques critiques et trémolos des dirigeants du PCF sont donc là pour ajouter tout de suite qu'il n'y a pas de raison de se fâcher. Mais c'est servir de caution à une politique antiouvrière.

Christian BERNAC

RÉUNION PUBLIQUE LUTTE OUVRIÈRE à FOURMIES (Nord)
sur le thème
« L'ACTUALITÉ DU COMMUNISME »
Samedi 26 septembre à 14h

Le budget Jospin pour 1999 : UN BUDGET À LA JUPPÉ

Le gouvernement vient d'adopter son projet de budget pour 1999. Il aurait pu tout aussi bien l'être par un gouvernement Balladur ou Juppé. L'adjoint au Budget de Strauss-Kahn, Sautter, a déclaré qu'entre les entreprises et les ménages « *il n'y a ni perdants ni gagnants* ». Cela fait tout drôle d'entendre cela de la part d'un membre d'une majorité se prétendant de gauche, élu pour une grande part avec les voix des couches populaires. Ce monsieur ne se sent même pas obligé de prétendre que les plus modestes vont bénéficier de quelque chose avec ce budget.

En fait ce budget est bien dans la continuité des budgets antérieurs, de ceux des gouvernements de droite. Toutes les aides et exonérations au patronat sont maintenues et il va même bénéficier de nouveaux cadeaux.

La taxe professionnelle payée par les patrons est diminuée de 7,2 milliards en 1999. Elle sera réduite davantage au cours des années à venir. Le produit de cette taxe revenant aux communes sur lesquelles les entreprises sont installées, le gouvernement affirme vouloir compenser la perte qui en résultera. Mais on a tout lieu de craindre l'aggravation de la situation des finances locales dans les villes populaires.

Le patronat bénéficiera également d'une baisse notable de la taxe sur la vente de locaux professionnels, qui passe de 18,2 % à 4,8 % !

Comparées à ces aides au patronat, les deux mesures prises à l'encontre des fortunés rapporteront bien moins. La légère hausse de l'ISF, qui rapporterait 15 milliards au lieu de 10 actuellement, est dérisoire si on la compare à l'ensemble des recettes budgétaires, et encore plus si on la compare aux biens et à la fortune des plus riches. De même, la taxation, à partir d'un seuil d'un million de francs, des assurances-vie léguées ne représente que bagatelle par rapport aux largesses dont les riches bénéficient.

En revanche, pour les classes populaires, aucun geste significatif n'est fait. Pas question de supprimer ou de réduire la CSG ou le RDS. Rien de nouveau du côté de la TVA. Cet impôt est pourtant celui qui rapporte le plus. Il est celui qui pèse sur toute la population. Il est injuste car le pauvre paie le même taux que le riche. Le gouvernement ne prévoit pourtant pas la diminution substantielle de cet impôt, ne serait-ce que pour les produits de consommation courante. Il n'a même pas annulé la hausse scandaleuse de la TVA de 2 % imposée par le gouvernement Juppé. Le seul geste prévu dans ce budget a l'allure d'une provocation, avec la réduction du taux de TVA sur les abonnements au gaz et à l'électricité. Sautter ose se vanter : « *Avec à la clé une économie par an de 130 F pour les familles* ».

C'est des miettes ridicules pour les travailleurs, pendant que l'on donne du concret au patronat. Et à côté de cela, le prix du gazole pour les voitures diesel va augmenter de sept centimes par litre chaque année pendant sept ans.

Ce gouvernement se montre à la botte du patronat. De ce côté-là, il y a pourtant des profits et des fortunes en pleine croissance. Ne serait-ce qu'avec une partie seulement des revenus du capital, il y aurait de quoi créer des centaines de milliers d'emplois pour les services publics utiles à toute la collectivité. Au lieu de cela, le gouvernement se félicite du fait que le nombre de fonctionnaires n'augmente pas alors que les besoins pour la santé, pour les transports, pour l'éducation, pour l'aide aux plus vieux exigeraient des dizaines de milliers d'embauches !

A l'occasion de la présentation de ce budget, politiciens de gauche et de droite, journalistes spécialisés ou qui se prétendent tels, discutent doctement de la réalité de la croissance actuelle ou à venir. Mais s'attaquer au patronat en prenant sur ses profits, ce serait s'attaquer au chômage, à la misère, à la sous-consommation des classes populaires, ce serait la garantie d'une réelle croissance, sans que la majorité de la population en soit victime.

Ce n'est bien sûr pas la direction prise, ni par le gouvernement ni par son budget. Pratiquant les mêmes recettes que ses prédécesseurs, le gouvernement Jospin cajole le patronat et fait payer les travailleurs.

Michel ROCCO

DES RAFALES D'ARGENT POUR DASSAULT ET CONSORTS

L'Etat vient de commander 48 avions Rafale à Dassault, pour la modique somme de 17 milliards de francs. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une nouvelle commande, le ministre des Armées, Alain Richard, n'ayant fait que confirmer un contrat conclu sous le gouvernement Juppé, mais en revoyant à la hausse le nombre d'appareils. En contrepartie, les bénéficiaires de ce contrat – Dassault, SNECMA et Thomson-CSF – pourraient accorder une remise de 10 % sur la facture, à condition toutefois d'avoir amorti leurs chaînes de production, disent-ils. Cela ne ferait donc plus « que » 90 % de 17 milliards jetés en l'air…

Car quel ennemi menace la France, nécessitant l'achat de ces avions de guerre, qui seront de toute façon dépassés techniquement d'ici quelques années ? Et cet argent englouti en pure perte ne serait-il pas plus utile dans la lutte contre le chômage, si l'Etat s'en servait pour créer directement des emplois ?

L'Etat a passé cette commande de Rafale soi-disant pour « *soutenir l'aéronautique française* » face à la concurrence européenne de l'Eurofighter. Mais derrière ce terme général se trouvent des profiteurs bien réels, des actionnaires, des Serge Dassault et autres, que l'Etat engraisse avec l'argent des contribuables. L'État, que ce soit avec des gouvernants de droite ou dits de gauche, remplit le même rôle : défendre les possédants au détriment de l'ensemble de la population.

M. L.

«Couverture Maladie Universelle» LA LENTEUR DU GOUVERNEMENT QUAND IL S'AGIT D'AIDER LES PLUS PAUVRES

Le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) devrait être proposé à l'Assemblée nationale « *dans les plus brefs délais ou au plus tard à l'automne* », assurait jeudi 10 septembre le ministère de la Solidarité. Les 150 000 à 200 000 personnes qui n'ont plus accès aux soins faute de moyens, puisqu'elles ne sont plus affiliées à aucun régime d'assurance maladie, devront encore attendre. Jusqu'à quand ?

Le moins qu'on puisse dire c'est que le gouvernement ne se presse pas puisque l'idée de ce projet remonte à 1996, du temps du gouvernement Juppé. Elle a été reprise par Jospin au printemps 1997. Il aura donc fallu attendre un an pour que la discussion, simplement la discussion, soit mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

En France, le nombre de personnes qui ne peuvent pas se soigner du tout, ou qui se soignent de moins en moins, ne cesse d'augmenter et dépasse certainement le chiffre de 200 000. On voit ainsi des maladies qui avaient disparu comme la tuberculose réapparaître.

Ce serait le problème du financement qui expliquerait les lenteurs du ministre de la «Solidarité», Martine Aubry. La CMU devrait en effet coûter 4,5 milliards de francs, d'après les estimations officielles. Le gouvernement Jospin ne peut pas à la fois distribuer des milliards au patronat, et en même temps, aider les plus démunis. Il a donc choisi les intérêts des patrons. C'est la seule raison de sa lenteur.

Le dénuement, l'exclusion sont les effets directs de la politique patronale. Alors pourquoi ne prendrait-on pas sur les profits des patrons pour financer les conséquences de cette politique ? La santé des gens est tout de même prioritaire sur la santé de leurs bénéfices !

Aline RETESSE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

IL Y A UNE EXTRÊME-GAUCHE À LA GAUCHE DU PCF

Ils ont été nombreux, même si c'est moins que les années précédentes et pas seulement pour des raisons de météo, à patauger dans la gadoue de la fête de l'Humanité. Des dizaines de milliers de militants, travailleurs, jeunes qui veulent sincèrement que la vie change et savent qu'elle ne changera que par les luttes.

Mais à cette fête de *L'Humanité*, il y avait aussi des ministres du gouvernement Jospin et des dirigeants politiques communistes et socialistes, qui eux, agissent dans l'intérêt des possédants et au détriment des couches populaires. Et si Dominique Strauss-Kahn, CatherineTrautman ou François Hollande ont pu s'afficher, sur invitation du PC, aux côtés de Marie-Georges Buffet ou de Robert Hue, ce n'est pas pour le plaisir de débattre ! C'est pour qu'il soit bien clair que le PC participe au gouvernement et à sa politique et pour renforcer cette coalition gouvernementale. Les dirigeants du PC n'ont d'ailleurs pas manqué de dire et redire qu'ils « se réjouissent que les gens expriment toujours plus leur confiance au gouvernement ».

Pourtant, les volets de la politique propatronale du gouvernement Jospin (privatisations, emplois Aubry, 35 heures, etc) sont critiqués largement par des travailleurs du rang ou des militants. Il y avait quand même de la contestation et du chahut dans l'air, lors du débat sur la crise économique auquel a participé Strauss-Kahn. Une contestation qui n'émanait pas des seuls courants critiques déclarés au sein du PC.

Certes, le PC se défend que la politique de Jospin soit la sienne. Il en rejette la responsabilité sur les électeurs qui ne lui auraient donné que 10 % des voix et donc pas les moyens de sa politique propre. Mais ce sont évidemment de fausses barbes. C'est la participation au gouvernement qui donne au PC son orientation « constructive ». C'est le fin mot de sa politique. Même la construction de l'Europe, vitupérée hier, est devenue « progressiste » depuis que le PC a trois ministres !

Il n'est certainement pas simple, pour le PC, de faire passer la politique de Jospin pour différente de celle de Juppé. Et là où les choses se compliquent pour lui, c'est que l'année 1999 va être celle d'élections européennes où il va très probablement devoir se présenter seul, avec la concurrence non seulement des socialistes, mais des Verts et de… l'extrême-gauche.

Face au chômage, le mécontentement populaire a trouvé une certaine expression politique, sur le terrain électoral en particulier, avec les scores d'Arlette Laguiller aux présidentielles de 1995, confirmés par les scores de Lutte Ouvrière surtout, mais aussi de la Ligue Communiste Révolutionnaire, aux élections régionales de 1997.

Dans cette situation, il est bien significatif que Robert Hue ne mette pas l'accent sur le terrain des luttes. Selon lui, un tel cours « sectaire » condamnerait le PC à la « marginalité ». Le même Hue pourtant, et quelques autres dans l'establishment socialiste, en sont à craindre qu'une éventuelle liste commune de LO et de la LCR aux prochaînes européennes soit si peu « marginale » et « sectaire » qu'elle fasse un meilleur score que la liste du PC !

Et Hue de répondre à la situation, non pas en tenant compte d'une radicalisation de l'électorat ouvrier et populaire dont le PC pourrait se réjouir, mais en tentant des manœuvres politiciennes qui pourraient au contraire gêner ou contrecarrer l'expression de cette « radicalité » !

Les succès électoraux de Lutte Ouvrière et de l'extrême-gauche, tout relatifs qu'ils sont, inquiètent à juste titre les dirigeants de la gauche plurielle. D'où un certain branle-bas de combat, les socialistes pressant à leur façon les communistes d'assumer leur mission de ratisser le plus large à gauche voire à l'extrême-gauche… pour conserver ou ramener des voix aux partis de la gauche gouvernementale. Si l'on en croit *L'Humanité*, *Libération* ou *Le Monde* qui semblent l'y encourager, Robert Hue ne désespérerait pas de convaincre Alain Krivine… De quoi ?

L'extrême-gauche peut se réjouir de ce qui inquiète les ministres et dirigeants de la gauche gouvernementale. Dans une situation de dégradation du niveau de vie des classes populaires, seule l'extrême-gauche peut et doit offrir aux travailleurs un programme et des perspectives de classe et de lutte, qui s'opposent aux maquignonnages et reculs favorables aux patrons. Ce qui lui vaut à ce jour son crédit, limité mais confirmé, sur le plan électoral et au-delà.

Un programme et des perspectives sont indispensables aux travailleurs pour préparer dès maintenant, au coude à coude, les luttes nécessaires. Programme et perspectives qui devraient aussi être défendues dans les prochaines élections européennes. Les élections ne sont qu'une péripétie pour les révolutionnaires, mais leurs campagnes et leurs gains politiques sur ce terrain peuvent aider et vérifier leurs actions et interventions par les moyens de la lutte de classe.

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire qui se sont toutes deux exprimées en faveur de discussions pour une candidature commune, montrent en cela qu'elles mesurent leur responsabilité.

Oui, face à Hue et ses « combinazione » pour ratisser à l'extrême-gauche en faveur de Jospin, l'extrême-gauche doit offrir un programme et des perspectives de lutte aux travailleurs et aux militants politiques et syndicaux de la classe ouvrière, dont au premier chef ceux du PC, à tous ceux qui veulent combattre la politique gouvernementale et patronale.

Michelle VERDIER

Leur société

Privatisations

JOSPIN PLUS FORT QUE JUPPÉ !

Le lancement de la privatisation du Crédit Lyonnais doit être annoncé prochainement et l'Etat s'est engagé à détenir moins de 10 % du capital de la banque fin 1999. La Caisse Nationale de Prévoyance (CNP), premier assureur-vie de France, la Banque Hervet et le Crédit Foncier de France sont aussi sur le point d'être vendus, même si la privatisation de celui-ci vient d'être reculée par le ministre des Finances. Début 1999, ce devrait aussi être le tour du réseau des Caisses d'Epargne. A l'issue de cette nouvelle série de privatisations, il ne restera plus guère comme établissements publics dans le domaine bancaire et financier que La Poste et la Caisse des Dépôts et Consignations.

« *Le gouvernement n'entend pas mener une politique de privatisation* », a déclaré, le 31 août, Lionel Jospin. Sans rire ! On se demande alors ce que cela signifie, pour lui, privatiser ?

En un peu plus d'un an, France Télécom, Air France, Aerospatiale, Thomson CSF, Thomson Multimédia, le GAN et le CIC ont été partiellement ou totalement privatisés par le gouvernement. « *Lionel Jospin privatise plus qu'Alain Juppé* », titrait *Le Monde* le mois dernier et *Le Figaro* donnait les 1er et 2 août des bons points à Jospin : « *Les faits sont là : en un an, la gauche a rétréci le domaine d'intervention économique de l'Etat à un rythme supérieur à ce qui avait été réalisé par le gouvernement de droite qui l'avait précédé* ».

Jospin, alors candidat aux élections législatives et porte-parole du PS, s'était engagé à « *stopper les privatisations en cours* ». Mais une fois à la tête du gouvernement il a, au contraire, accéléré ces privatisations. Pourquoi ?

Tout d'abord parce qu'avec ces privatisations, l'Etat récupère de l'argent. En vendant « les bijoux de famille », les gouvernements bouclent les budgets, renflouent les caisses de l'Etat et surtout… continuent à remplir celles du patronat. *Le Figaro* estime à 150 milliards de francs la valeur des entreprises privatisées par ce gouvernement. C'est quasiment ce que verse, chaque année, l'Etat aux entreprises, sous forme de subventions diverses. Les recettes des privatisations reviennent en fait dans les poches des capitalistes. A cela s'ajoutent les commandes passées au secteur privé comme ces « Rafale » récemment commandés à Dassault. Le gouvernement a déclaré qu'une partie des recettes allaient servir à renflouer le trou du Crédit Lyonnais… un gouffre de plus de 100 milliards de francs que l'Etat a repris à son compte afin de rendre attractive la privatisation prochaine de la banque.

L'État est dans son rôle en prenant en charge des secteurs ou des entreprises déficitaires et endettées puis en les vendant au secteur privé lorsqu'ils rapportent des profits. Ainsi aujourd'hui, on privatise des entreprises qui font de confortables profits comme France Télécom, le secteur des banques et des assurances, selon l'adage : « On nationalise les pertes, on privatise les profits ».

Quant à la raison invoquée par Jospin, elle est que le secteur public aurait « *le besoin de financements nouveaux* » Mais c'est un prétexte. Dans les domaines où il a fallu pendant une longue période financer la recherche et le développement d'une infrastructure coûteuse, comme pour la télévision, les télécommunications, le programme Ariane, c'est l'État, ou bien même plusieurs États qui ont investi et immobilisé pendant de longues années des capitaux importants. Aujourd'hui que ces secteurs génèrent des profits, les capitalistes se précipitent au portillon et clament sans pudeur que « *l'État ne doit pas se substituer aux industriels* ».

Les salariés, eux, n'ont rien à gagner à ces privatisations. Même si le caractère public des entreprises n'a jamais protégé les travailleurs des suppressions d'emplois, de la course à la rentabilité et à la productivité, les privatisations se traduiront bien souvent par une pression accrue sur les salaires et l'emploi. Car les patrons profitent de ces grandes manœuvres boursières et financières pour déplacer, atomiser les salariés, fermer certains secteurs et tailler dans les effectifs et les salaires.

Et quand il s'agit de la privatisation d'un service public, les conséquences sont, de plus, dramatiques pour les usagers, la population, la société en général.

Confier au privé la gestion des transports, d'hôpitaux, de l'éducation, de la distribution de l'eau, du gaz ou de l'électricité, signifie soumettre à la loi du profit immédiat et maximum chaque pan de cette activité.

Certes, leur statut n'empêche pas la SNCF de fermer des gares, EDF de couper l'électricité à ceux qui n'ont pu payer leurs factures et les hôpitaux de faire des économies. Mais une privatisation de ces secteurs n'améliorerait pas les choses, elle les aggraverait.

Christian BERNAC

Banques

PENDANT LA CRISE LES PROFITS CONTINUENT

Malgré la crise en Asie et en Russie, les banques françaises se portent comme un charme. Paribas, la Société Générale, la BNP et le CCF viennent d'annoncer des profits records pour le premier semestre de 1998 et ce, bien qu'elles aient toutes fait des « provisions » pour faire face aux risques liés aux « turbulences financières » venues d'Asie et de Russie.

Paribas annonce un bénéfice net de 4,2 milliards, la Société Générale 4,1 milliards, la BNP 3,8 milliards et le CCF 1,1 milliard. Il s'agit, bien sûr, du bénéfice, après impôt et après un provisionnement qui s'élève, pour ces quatre banques, à près de 15 milliards de francs !

Les performances des banques s'expliquent, disent les banquiers, d'abord par le développement du crédit à la consommation sur lequel elles prélèvent des marges confortables et par la multiplication de produits comme les cartes de crédit, les assurances, les placements financiers, etc., qui leur rapportent de substantielles commissions.

Bref, plus que jamais, notre argent les intéresse.

Sylvain ROCHE

Face à l'intransigeance de Jospin, REGULARISATION IMMEDIATE DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

« *Le gouvernement ne cédera pas à la revendication d'une régularisation générale des étrangers en situation irrégulière* », a réaffirmé catégoriquement Lionel Jospin s'adressant aux préfets le 11 septembre dernier. En l'absence de Jean-Pierre Chevènement, Jospin s'est déplacé en personne pour épauler son suppléant Jean-Jack Queyranne et mettre ainsi les points sur les « i ».

Il n'y aurait donc rien à attendre, de la part de ce gouvernement, pour les immigrés qui ont déposé en 1997 une demande de régularisation à laquelle, jusqu'à ce jour, il n'a pas été donné de réponse favorable. Pourtant, et c'est Jospin lui-même qui vient de le rappeler devant les préfets, « *cette revendication est tout à fait minoritaire* ». Alors, pourquoi ne pas la satisfaire ? En août dernier, sur un peu plus de 140 000 demandes déposées, seules 76 754 avaient été acceptées et 64 461 rejetées. Depuis cette date et après deux circulaires incitant les préfets à revoir les refus à la lumière de critères reprécisés par le ministère de l'Intérieur, 12 000 recours gracieux ont été réexaminés… dont moins de 2 000 ont abouti, à ce jour, à une régularisation. On le voit, le nombre des nouvelles régularisations se réduit au fil des mois comme peau de chagrin. Cela sous prétexte, ajoute encore Jospin, qu'agir autrement « *encouragerait* » les demandes de régularisation et l'immigration clandestine.

Belle hypocrisie. Car ce qui encourage l'immigration clandestine, c'est d'abord la misère qui règne dans les pays d'Afrique du Nord, d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie, misère dont l'impérialisme français est en grande partie responsable. C'est une misère telle que des hommes et des familles entières sont prêts à risquer leurs vies pour venir ici, clandestinement, et se faire exploiter dans les pires conditions.

Face à cette situation, si le gouvernement accédait aux quelques milliers de demandes de régularisation encore en suspens, rien ne serait changé sur le fond. Mais cela changerait quand même beaucoup, justement, pour ces milliers d'immigrés qui, en 1997, ont déposé des demandes de régularisation et sont confrontés, après un an et demi de démarches, à un refus, à une fin de non-recevoir.

Mais jusqu'à présent, ce n'est pas tant la volonté du gouvernement que la mobilisation des sans-papiers et de ceux qui les soutiennent qui a permis que des rejets de dossiers soient transformés en régularisations. Et malgré les déclarations de Jospin, c'est encore dans cette voie de la mobilisation que réside la possibilité d'obtenir la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande !

Lucienne PLAIN

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Dernières brochures parues :

- **En 1999, l'euro ? Face aux bourgeois qui unifient leurs monnaies, les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe** (N°78 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 24 avril 1998)
- **Cent cinquantenaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises : esclavage et capitalisme** (N°79 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 juin 1998)

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Manifestation le 23 août 1998 à Paris

SANS-PAPIERS : MEME AVEC DES PAPIERS, LES EMBÛCHES CONTINUENT

Les sans-papiers récemment régularisés ont normalement droit aux prestations familiales et au RMI s'ils satisfont aux conditions d'obtention. Jusque-là, sans titre de séjour, ils ne pouvaient en bénéficier. Ils viennent donc faire valoir leurs droits dans les Caisses d'allocations familiales. Ceux qui ont des enfants, à condition de fournir certaines pièces comme un certificat médical de l'Office de Migration International pour les enfants nés à l'étranger par exemple, touchent les prestations familiales.

Par contre, pour le RMI, les choses se compliquent. Ils doivent en effet fournir un « *certificat attestant que son titulaire justifie d'une résidence non interrompue d'au moins trois ans sous couvert de cartes de séjour temporaire portant mention d'une activité professionnelle* ». Rien moins que ça !

Évidemment, les étrangers qui vivaient dans la clandestinité, pour certains depuis plus de dix ans, ne peuvent les fournir et les préfectures auxquelles la CAF s'adresse refusent de donner ces attestations. Alors, même après régularisation, pour ces travailleurs, les embûches continuent…

Melun : DROIT D'ASILE POUR LES KURDES !

Le samedi 5 septembre, treize Kurdes, accompagnés de 25 personnes membres de collectifs de soutien aux sans-papiers et de diverses organisations, ont investi la chapelle de Vaux-le-Pénil, près de Melun, en Seine-et-Marne.

Ils réclamaient la régularisation des treize Kurdes, déboutés deux fois du droit d'asile et qui en sont à leur troisième tentative de régularisation. « *Nous sommes en France depuis 7 ans ou plus. On habitait tous le même village, Elezkirt, situé à la frontière de l'Iran. En 1993 il a été brûlé. Il y a la guerre là-bas. Tout le monde connaît le génocide contre les Kurdes* », disent-ils. Et ils racontent également que, travaillant dans les chantiers et la maçonnerie, souvent au noir car ils n'ont pas de papiers, la préfecture leur demande de fournir des preuves de leur activité telles qu'un avis d'imposition !

Le curé de la paroisse, établissant un distinguo subtil entre une église, lieu public, et une chapelle, bien privé, a appelé alors la police.

Les Kurdes se sont alors déclarés prêts à entamer une grève de la faim. Le député-maire de Vaux-le-Pénil, Pierre Carassus, membre du Mouvement des Citoyens de Chevènement vint et demanda aux Kurdes d'évacuer les lieux en échange d'un rendez-vous à la préfecture le lundi, pour un nouvel examen des dossiers.

Les treize Kurdes, menacés d'un assaut de la police et en conséquence d'expulsions choisirent de partir au grand soulagement du curé qui put, quinze minutes plus tard célébrer un mariage.

A l'heure où nous écrivons, sur les treize dossiers présentés suite à cette action en préfecture de Melun, trois ont été acceptés, un refusé et les autres sont en cours d'examen avec une possibilité d'asile territorial de trois mois pour une partie.

Il n'est pas dit que les choses en restent là. Les Kurdes réclamant, à juste titre, la régularisation de la totalité d'entre eux.

BIBLIOTHÈQUES PAYANTES : UNE ABERRATION

Une étude récente, publiée par le ministère de la Culture, préconise de rendre payantes les bibliothèques municipales. Motif : il faudrait aider les auteurs et les petits éditeurs, qui ne reçoivent pas de droits d'auteur pour les livres que prêtent les bibliothèques.

Que des écrivains ou même de petites maisons d'édition puissent connaître des difficultés financières, c'est certain. Mais en conclure qu'il faut piocher encore une fois dans la poche de la population pour leur venir en aide est vraiment aberrant ; surtout dans le domaine de la culture. Même si le prix envisagé est modique, une fois le principe admis, il pourrait être augmenté. Au contraire, tout devrait être fait pour rendre l'accès aux bibliothèques le plus facile et le plus large possible. Et la gratuité dans ce domaine est la moindre des choses.

S'il faut de l'argent, pourquoi ne prend-t-on pas sur les bénéfices des grandes maisons d'édition, telles que Hachette et d'autres, qui ont accumulé des milliards de profits ?

Kosovo À FEU ET À SANG... SOUS L'ŒIL COMPLICE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

La guerre qui se mène au Kosovo, plus exactement contre la population albanaise du Kosovo – d'ailleurs, il faut le remarquer, dans une grande discrétion de la part de la plupart des médias en France –, se mène avec la complicité, en tout cas le feu vert des dirigeants impérialistes.

Dès le début des affrontements en février-mars derniers, ils ont renvoyé dos à dos Milosevic et l'organisation armée albanaise UCK, condamnant quasiment dans la même foulée le « terrorisme » albanais et la répression pratiquée par l'Etat serbe.

Oh, ils n'avaient pas été avares de bonnes paroles pour le pacifiste Ibrahim Rugova. Mais la montée d'une résistance armée du côté albanais, c'était autre chose. Et l'offensive de grande ampleur menée depuis par l'armée serbe dans l'ouest du Kosovo n'a rencontré de leur part que des condamnations aussi rares et inopérantes qu'hypocrites.

Pourtant, cette offensive vise ouvertement la population civile albanaise, au-delà des combattants de l'UCK. Des groupes paramilitaires pratiquent, comme hier en Bosnie, des méthodes de « nettoyage ethnique » innommables en vue de chasser les habitants albanais de leurs maisons et de leurs villages. On en entend peu parler, mais les bombardements, les incendies pour raser des villages et des bourgs, ont fait plus de 700 morts albanais (dénombrés) depuis la fin février, tandis que la masse des gens qui fuient atteignait quelque 230 000 personnes – soit plus de 10 % de la population albanaise totale de la province – à la fin du mois d'août, aux dires des instances humanitaires de l'ONU elles-mêmes.

Il faut ajouter que, en dehors des zones de combat dans l'ouest du Kosovo, les pratiques policières d'arrestations, exécutions sommaires, tortures, se donnent en outre libre cours.

Les gens chassés de chez eux par ces méthodes de terreur cherchent refuge dans les montagnes, les forêts, et se dirigent vers le Monténégro voisin (qui vient de se fermer devant eux) et vers l'Albanie. Ce qui contribue à étendre les problèmes et à aggraver les tensions déjà existantes.

Ainsi, en Albanie, le problème des réfugiés, les sentiments de solidarité avec les voisins albanais, attisent peu à peu le nationalisme. Cela ouvre la voie à toutes les surenchères sur le thème de la « réunion de tous les Albanais dans un seul Etat », et cela offre une matière inflammable supplémentaire à exploiter par les opposants tels que Sali Berisha, avide de revenir au pouvoir. Situation qui joue évidemment son rôle dans la crise albanaise actuelle.

Jusqu'où tout cela peut aller, nul ne peut le prédire. Les dirigeants impérialistes ne tiennent sans doute pas à une déstabilisation générale de la région, mais le fait est que, tant qu'ils jugent les risques à peu près circonscrits, ils s'accommodent fort bien des agissements de Milosevic, au Kosovo comme ailleurs.

Ils ont épousé, hier, la volonté de partage de la Bosnie des chefs des différents clans nationalistes ; ils ont même consacré ce partage officiellement via les accords de Dayton (novembre 1995) ; et aujourd'hui même ils s'efforcent d'assurer une apparence de légitimité à leurs chefs en organisant un simulacre d'élections « libres et démocratiques » sur ce territoire dépecé de fait.

Alors, ils peuvent tout aussi bien laisser les mains libres à Milosevic pour mener au Kosovo la guerre qui lui convient. Bien sûr, il semble difficile d'imaginer que celui-ci envisage de vider la province de sa population albanaise tout entière. Et de temps à autre la presse évoque des projets de partage, du Kosovo cette fois... D'où les « nettoyages ethniques » locaux en cours, comme cela s'est fait en Bosnie, afin de préparer ce genre de partage sur le terrain ? On peut le penser.

Après tout, pour les dirigeants impérialistes, américains en particulier, le champ de bataille permanent qu'est devenue l'ex-Yougoslavie ne constitue qu'une préoccupation très mineure, et Milosevic demeure pour eux un inter-

LE KOSOVO ET LE NA

Pour les dirigeants de la Ser au Kosovo est une « affaire int qu'eux.

Le Kosovo est une province dans sa région sud, comme l'e Vojvodine. Mais il se trouve qu populations qui est le résultat Balkans, la population de la Vo minorité hongroise. Quant au k albanaise n'y est pas une minc puisqu'elle représente plus de de la province.

Sous Tito, depuis 1974, ces deux provinces jouissaient d'une large autonomie linguistique et culturelle. Leurs représentants politiques disposaient d'un droit de veto au niveau des instances fédérales.

Dans le cadre de son ascension vers le pouvoir largement basée sur l'exaltation du nationalisme « pan-serbe », Milosevic supprima ce statut d'autonomie de ces provinces. Il accrut en particulier l'oppression nationale anti-albanaise en matière linguistique et culturelle. Puis la discrimination, sinon le racisme anti-albanais, s'appliqua dans le domaine de l'emploi et du logement. Tout cela accompagné d'une violente répression policière, avec de nombreuses arrestations et la pratique de la torture.

La résistance n'a jamais cessé parmi les Albanais kosovars. Non-violente pendant plusieurs années, sous la direction d'Ibrahim Rugova et de sa Ligue Démocratique du Kosovo (LDK), elle est concurrencée depuis la fin de

Un policier serbe passe devant une maison brûlée d'un village du Kosovo.

Gamma

locuteur, apparemment incontournable, du moins jusqu'à nouvel ordre, puisqu'il s'impose en vertu de la loi du plus fort. Autant ne pas l'ennuyer…

Le sort, la vie même des peuples, sans même parler bien évidemment de leurs droits démocratiques ou nationaux, pèsent bien peu dans ces affaires aux yeux non seulement des bandits nationalistes locaux qu'on a déjà vus à l'œuvre, mais y compris à ceux de leurs « parrains » dans les chancelleries des puissances impérialistes.

Christiane LE GUERN

ATIONALISME SERBE

bie, la terreur qu'ils exercent
rieure », qui ne regarde

intégrée à l'Etat de Serbie,
st au nord la province de
e, vu l'interpénétration des
de l'histoire dans les
vodine comprend une forte
osovo, la population
rité, bien au contraire,
90 % de la population totale

1996 par une organisée armée, l'UCK. Car la recherche systématique du dialogue avec Milosevic pratiquée par Rugova n'a débouché sur aucun résultat, si bien que l'impatience de la population, et surtout apparemment de la jeunesse, dans le contexte de la fin des combats en Bosnie, a alimenté la révolte qui a renforcé l'UCK. Celle-ci est passée à la pratique d'attentats contre des responsables serbes, ou albanais jugés collaborateurs du pouvoir serbe.

Cependant, l'Etat serbe a lancé à la fin de février dernier une offensive de répression au Kosovo qui a pris une ampleur complètement disproportionnée, surtout depuis juillet-août. Les forces de police ont été de plus en plus ouvertement relayées par celles de l'armée.

Certes, la question du peuplement albanais du Kosovo est le thème par excellence qu'exploite le nationalisme « grand serbe », et cela ne date pas d'hier. Milosevic, après s'en être particulièrement servi pour venir au pouvoir, l'a réattisé systématiquement chaque fois qu'il a rencontré des difficultés sur la scène politique serbe. Aussi, le fait que, une fois décidée la paix occidentale en Bosnie, il se retourne tôt ou tard contre les Albanais du Kosovo, comme instrument de pouvoir, ne devait surprendre personne. Et la situation politique en Serbie explique largement l'offensive qu'il mène actuellement.

Depuis l'hiver 1996-97, où son pouvoir avait pu sembler ébranlé par une vague de manifestations de rue à base en grande partie estudiantine, la coalition d'opposition qui cherchait alors à se présenter comme une possible relève s'est désintégrée, et c'est l'extrême droite ultra-nationaliste qui a progressé.

De ce côté-là, Milosevic apparaît comme une sorte de « bradeur » de la « Grande Serbie » puisque, dans le cadre de sa collaboration avec les dirigeants impérialistes, il est devenu l'homme de « la paix en Bosnie », c'est-à-dire l'homme du lâchage des Serbes de Bosnie et de leur leader Karadzic… Par-dessus le marché, il lui faut compter maintenant avec une dissidence politique entreprise par ses alliés dirigeants du petit Monténégro (avec lequel la Serbie forme une mini – « République fédérale de Yougoslavie »), dissidence dont les succès électoraux locaux lui font de l'ombre.

L'heure est donc à la surenchère ultra-nationaliste « grand serbe » à Belgrade. Depuis la fin 1997, les consultations électorales qui ont eu lieu en Serbie ont montré l'ascension de l'extrême droite incarnée par le fascisant « Parti radical serbe » de Vojislav Seselj. Hier chef lui-même d'une bande de massacreurs, Seselj est devenu vice-Premier ministre dans le gouvernement de Belgrade, et nombre de membres de son parti sont désormais ministres.

C'est dans ce contexte que, une fois de plus, les Albanais du Kosovo servent d'exutoire, de cibles toutes trouvées pour détourner la population serbe des problèmes économiques du pays, de la misère dans laquelle l'enfoncent dirigeants serbes comme responsables du FMI, afin de permettre aux criminels tels que Milosevic et ses alliés de maintenir leur pouvoir.

Et, en fin de compte, les responsables des puissances occidentales, comme, soit dit en passant, ceux de la Russie et de la Chine, ne demandent pas mieux que de considérer ce qui se passe au Kosovo comme un « problème intérieur de la Serbie » : au nom de la « non-ingérence », cela leur permet de s'en laver les mains.

C. LG

Algérie

ZEROUAL ÉVINCÉ

Le président de la République algérienne, Liamine Zeroual, vient d'annoncer qu'il ne terminera pas son mandat présidentiel et que des élections présidentielles anticipées auront lieu en février 1999, plus d'un an avant l'échéance prévue.

Cette sortie anticipée met un terme à la prétendue « normalisation » de la vie politique en Algérie, qui s'était traduite, depuis janvier 1994, par l'organisation de consultations électorales (présidentielles, législatives, régionales, municipales). Ces simulacres de consultations démocratiques étaient destinés à légitimer le pouvoir en place aussi bien vis-à-vis de la population algérienne que des puissances étrangères, en premier lieu des puissances impérialistes.

L'apparent retour au parlementarisme visait aussi à faire croire qu'après presque sept ans de guerre civile entre le pouvoir et les groupes islamistes armés, ce phénomène était devenu quelque chose de marginal qui n'empêchait pas le retour à des pratiques parlementaires ni même la participation au pouvoir de représentants de courants islamistes modérés.

En réalité toutes ces mascarades politiques n'ont pas permis à Zeroual de stabiliser sa position. Non seulement le terrorisme islamiste continue mais la situation sociale se dégrade et ces échecs ne pouvaient manquer d'exacerber la guerre entre les différents clans dirigeants, incitant les militaires à reprendre en main la situation.

Poussé sur le devant de la scène politique en janvier 1994 par l'armée, Zeroual – lui-même général – de fait, est aujourd'hui démis par cette même armée. Après Chadli, Boudiaf – pour ne parler que des vingt dernières années c'est un nouveau fusible qui saute. Et cette nouvelle crise montre à quel point l'armée algérienne continue de détenir aujourd'hui la réalité du pouvoir.

On ne sait pas quels sont les rapports de force actuels entre les clans qui divisent les sommets dirigeants, ni quels sont les objectifs des militaires qui ont poussé Zeroual dehors. Mais il est certain que ceux-ci entendent reprendre en main une situation complexe et instable et s'apprêtent aussi à imposer, à l'ensemble de la population des classes pauvres, un durcissement du régime et de nouveaux sacrifices.

Henriette MAUTHEY

Vera (G) et Barrionuevo (D) salué par l'ex-Premier ministre Felipe Gonzalez devant la porte de la prison

AFP

DEUX EX-MINISTRES SOCIALISTES EN PRISON

Le 11 septembre dernier en Espagne, l'ancien ministre de l'Intérieur, Barrionuevo, et son ancien secrétaire d'État à la Sécurité, Raphaël Vera, sont entrés en prison pour purger la peine de dix ans à laquelle ils ont été condamnés pour avoir séquestré le citoyen basque Segundo Marey, une action qui avait été revendiquée par les Groupes Antiterroristes de Libération, les GAL. Les autres condamnés, qui sont des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et des policiers, attendent que le tribunal décide de l'ajournement ou de la suspension de leur peine, comme ils en avaient fait la demande auprès du gouvernement. Mais Barrionuevo et Vera n'ont pas fait cette démarche, invoquant des raisons de dignité personnelle.

Si, depuis la publication de cette sentence, l'actualité politique a été centrée presque exclusivement sur les réactions du PSOE à la condamnation des ministres et aux polémiques entre le PSOE et le gouvernement qui ont suivi, les heures qui ont précédé l'entrée en prison ont donné lieu à une mascarade à grand spectacle dans les médias, avec une retransmission en direct de l'événement. La plus grande partie des journalistes n'en finissaient pas de présenter comme une première le fait qu'un ministre de la démocratie entrait en prison.

À en croire le gouvernement du Parti Populaire et la majorité des partis parlementaires, y compris la Gauche Unie (Izquierda Unida, coalition groupée autour du Parti Communiste), l'État de droit fonctionnait au mieux. La loi était la même pour tous. Ce qui n'empêchait pas de nombreux hommes politiques d'évoquer la possibilité d'une grâce. Jordi Pujol, le président de la Généralité de Catalogne qui appuie le gouvernement au Parlement, préconisait la générosité. Le Parti Populaire lui-même ne cachait pas qu'une grâce était envisageable ; mais le moment de l'accorder dépend sans doute des calculs électoraux.

Pour le PSOE, impliqué dans les procès concernant la « guerre sale » et dans les affaires de corruption, il s'agit de démontrer que le Parti Populaire, de droite, cherche à affaiblir les socialistes, à en finir avec Felipe Gonzalez, et de faire croire que l'on a condamné des innocents pour le simple fait qu'ils appartenaient à un gouvernement de gauche. Il s'agit aussi d'inciter à serrer les rangs autour des dirigeants socialistes. Mais ceux-ci seraient plus faciles à défendre s'ils n'avaient pas laissé derrière eux une liste d'assassinats, une série d'affaires de corruption ; sans compter le large éventail de mesures antiouvrières.

LES DÉFENSEURS DE L'ÉTAT DE DROIT

Dans toute l'affaire Barrionuevo-Vera, le gouvernement du Parti Populaire essaie hypocritement de montrer que le terrorisme d'État a été un fait isolé, qu'il est l'œuvre du PSOE. Il couvre d'un voile épais la guerre sale dont de nombreux militants du Pays basque ont été victimes et qui a eu lieu pendant la « période de transition » qui a suivi la mort de Franco. Des militants en vue de la droite d'aujourd'hui, comme son fondateur Fraga ou comme Martin Villa, tous deux ministres de l'Intérieur à cette époque, ont été impliqués dans cette répression.

Aujourd'hui comme hier, le gouvernement mise sur la répression policière pour régler le problème basque. Des membres des forces de police condamnés pour avoir torturé se voient proposer quand même des promotions. Les mauvais traitements dans les commissariats sont une réalité, comme le montre le cas d'un travailleur que la police avait pris pour un membre de l'ETA et qui a été brutalement frappé et a dû passer des heures dans sa cellule, totalement dévêtu. Toutes ces actions sont menées par la police de « l'État de droit » et par des mercenaires qui agissent hors de toute légalité…

Alors l'emprisonnement de Barrionuevo ou Vera, plus de dix ans après les faits, ne doit pas être un rideau de fumée pour cacher la véritable nature de l'État, de sa police, de son armée, au service de l'ordre capitaliste.

LE PSOE COMPROMIS DANS LA RÉPRESSION

Barrionuevo, qui a été à la tête du ministère de l'Intérieur entre 1982 et 1988 dans le gouvernement socialiste, a commencé sa carrière dans le syndicat franquiste étudiant, avant de devenir socialiste et démocrate. Au gouvernement, il a démontré que sa politique s'inscrivait dans la ligne de ses prédécesseurs de la droite ou de la période franquiste. Y compris en ce qui concerne la sale guerre contre l'ETA que le gouvernement a menée sous l'étiquette du GAL.

Par ailleurs, les protestations des travailleurs contre la reconversion industrielle mise en route par le PSOE ont été dans ces années-là brutalement réprimées par la police : un travailleur a été tué lors des manifestations dans la ville de Reinosa. En 1983, 159 avocats ont dénoncé dans un article sous le titre *Contre le ministre de l'Intérieur*, les morts et les blessés victimes des contrôles policiers, de la répression brutale des manifestations, des interventions clandestines de la police au Pays basque français ; ils ont fait état des cas de tortures et de mauvais traitements dénoncés et jamais éclaircis, ainsi que de l'application de la loi antiterroriste, qui a conduit à des opérations préventives et sans discernement dans des villes entières. Comme l'affirment ses défenseurs d'aujourd'hui, Barrionuevo est « *un bon serviteur de l'État* ».

Clinton et la crise

UN AVEU D'IMPUISSANCE

Clinton, dont les démêlés avec la justice commençaient à inquiéter les marchés financiers, a voulu les rassurer. S'adressant à un parterre d'économistes new-yorkais, il a annoncé son intention de réunir les représentants des pays industrialisés – le G7 – pour tenter d'endiguer la crise financière qui, de l'Asie à la Russie, de l'Afrique à l'Amérique latine, menace l'économie mondiale.

Et Clinton de dévoiler ses solutions : d'une part, une relance de la croissance et des investissements dans les pays riches, grâce notamment à une baisse concertée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Europe. D'autre part, un renforcement des moyens d'intervention du FMI, entre autres grâce à la création d'un fonds d'urgence de 15 milliards de dollars, qui devrait lui permettre de soutenir l'économie des pays les plus touchés par la crise.

Reste que, Clinton a beau prêcher pour une coopération rapprochée des pays industrialisés, ni lui ni les représentants du G7 n'ont de prise sur les décisions des spéculateurs et des détenteurs de capitaux qui mettent l'économie mondiale en péril. Quant à réformer le système financier international, cela fait plusieurs années que le G7 en parle sans résultats probants. De même, si les grandes puissances s'entendent pour constater la menace que fait peser la crise actuelle, chacune réagit en fonction de ses propres priorités. Et si ces Etats sont prêts à verser des milliards de subventions à leurs trusts et à leurs capitalistes, ils ne sont guère pressés de mettre la main à la poche pour aider les pays qu'ils ont contribué à appauvrir. A commencer par les Etats-Unis eux-mêmes qui renâclent pour verser les 18 milliards de dollars qu'ils doivent encore sur leur contribution au FMI.

En fait, face à la crise, Clinton n'a pas plus de solutions que les autres représentants du monde capitaliste. Il tente seulement de montrer qu'il n'a, en dépit du Monicagate, rien perdu de son rôle de chef de file des pays impérialistes, mais il ne brasse que du vent.

R. M.

Corse

LE PILLAGE DES FONDS PUBLICS ET COMMENT Y METTRE FIN...

A la suite de l'assassinat du préfet de Corse, Claude Erignac, en février dernier, le gouvernement a ordonné une enquête sur ce qui est pudiquement appelé « le mal corse», c'est-à-dire en clair les mille et une malversations, fraudes et autres détournements dont les fonds publics font l'objet dans l'île.

Six mois après, les trente députés qui ont enquêté sous la houlette du socialiste Jean Glavany viennent de remettre un épais rapport de 600 pages au gouvernement. Il conclut à une utilisation «ahurissante» des trois milliards environ apportés chaque année à l'île, au titre de «*l'effort de solidarité*».

Le rapport relève ainsi les multiples fraudes fiscales, les subventions de complaisance, les pensions abusives, le clientélisme électoral (sans parler des votants fictifs), l'utilisation des fonds publics pour satisfaire des intérêts privés, l'achat de complicités, de silences ou d'appuis, etc. Il montre également comment le pillage des fonds publics bénéficie de complicités en haut lieu. Les responsables du Crédit Agricole par exemple, qui ne sont pas de petits malfrats inconnus, couvrent un «*mécanisme de cavalerie très coûteux pour les finances publiques*», selon les termes du rapport. Une autre banque, la Cadec, caisse de développement de la Corse, par laquelle passent toute une partie des fonds publics, est aussi celle qui présente aujourd'hui un trou d'un milliard, prêté à des emprunteurs qui ne rembourseront jamais un centime. Il ne s'agit bien sûr pas d'argent prêté à des petites gens. Le rapport fait allusion au contraire à «*une figure notoire du grand banditisme insulaire*».

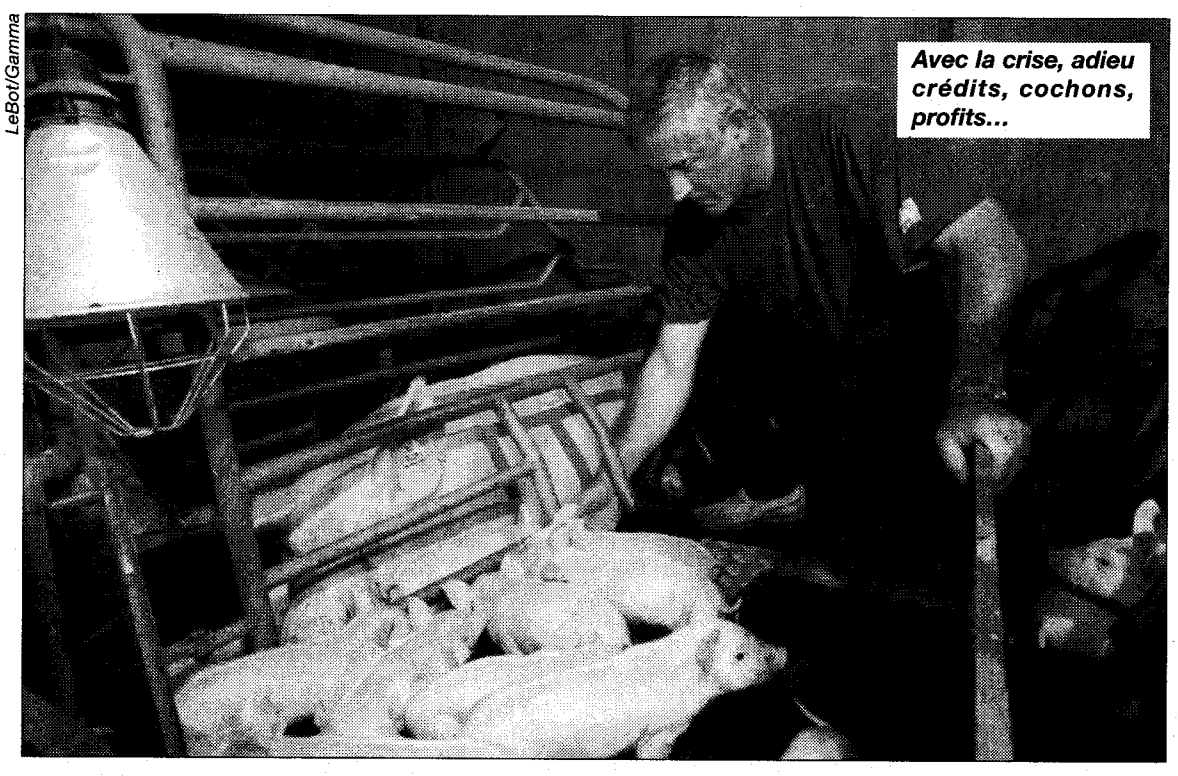
A l'issue de ce rapport, le gouvernement annonce son intention de prendre des mesures afin de rétablir «l'état de droit» dans l'île et de «*casser sans faiblesse le système pré-mafieux*» (pour ne pas dire carrément mafieux). Ce serait sans doute une tâche de salubrité publique élémentaire, urgente. Mais on voit mal pourquoi ce gouvernement pourrait y parvenir mieux que ses prédécesseurs. C'est l'appareil administratif, politique, mais aussi policier et judiciaire, qui a laissé s'instaurer en Corse ses mœurs «pré-mafieuses». Car les «pré-mafieux» ne sont pas n'importe qui; ce sont des bourgeois qui savent entretenir avec l'appareil d'État des liens de bon voisinage, quand ce n'est pas carrément de complicité. Ce même appareil d'État a donc bien peu d'efficacité pour battre en brèche ce système devenu un mode habituel sinon normal de fonctionnement. Et cela ne changera pas simplement parce qu'un gouvernement fait mine de vouloir agir.

Aujourd'hui, le rapport sur «*l'utilisation des fonds publics en Corse*» peut énumérer les faits illicites en matière de financement de l'économie et de fonctionnement des institutions. Cela n'est pas tout à fait nouveau ni même réservé à la Corse. Mais pour que ce catalogue ne reste pas que du papier, pour que les remèdes s'inscrivent vraiment dans les faits, il faudrait que la population elle-même ait le pouvoir de décider et de contrôler l'utilisation de ces fonds publics. Mais ce serait une tout autre histoire que celle qu'est en train d'écrire pour la Corse le gouvernement de Lionel Jospin...

Lucienne PLAIN

Aides de l'État

MIEUX VAUT ÉLEVER DES COCHONS QUE DEMANDER UN EMPLOI



LeBot/Gamma

Avec la crise, adieu crédits, cochons, profits...

Le ministre de l'Agriculture, Louis Le Pensec, vient d'annoncer l'octroi de 520 millions de francs aux éleveurs de porcs victimes de la chute des cours. Il s'agit pour l'essentiel de prêts à taux bas de la part d'un groupement de banques et de mesures spécifiques pour les exploitations les plus menacées, à examiner au cas par cas. Pour une fois ce seraient les exploitations familiales qui seraient les plus aidées, ce qui reste à vérifier dans la pratique.

Un des dirigeant de la FDSEA du Finistère se disait «*très déçu*» de cette aide jugée insuffisante et d'ailleurs les manifestations des éleveurs ont continué.

Il est vrai que ce demi-milliard avancé par l'Etat et les banques ne saurait régler le problème de la surproduction qui se pose à l'échelle européenne. La crise de la vache folle a poussé bien des éleveurs à se lancer dans l'élevage du cochon. En 1997 les cours ont flambé à 11 F et même 12,50 F le kilo, alors que le prix de revient tourne autours de 9 F le kilo. Les élevages ont grossi et se sont multipliés. Et aujourd'hui c'est le retournement catastrophique : toute l'Europe produit davantage. Les USA, pour la première fois, sont exportateurs net. Les élevages des Pays-Bas se remettent d'une épidémie de peste porcine. Et en même temps les débouchés se restreignent : le Japon et les pays d'Asie se ferment, quant à la Russie, elle n'importe plus rien.

Du coup les cours dégringolent et ont atteint moins de 6 F le kilo (5,84 F) au marché de référence de Plérin. Et c'est paraît-il bien pire dans certains pays étrangers avec des cours à 4,50 F le kilo. Ce n'est après tout qu'une des manifestations de l'anarchie de la production en régime capitaliste.

Le demi-milliard d'aide annoncé par Le Pensec permettra à certains élevages d'éviter la faillite, pour le moment, mais les représentants des éleveurs demandent autre chose : en particulier des mesures, à l'échelle européenne, pour soutenir les exportations. Autrement dit, que les contribuables payent pour vendre à prix de dumping à l'étranger. Et pendant ce temps les gros circuits de distribution, en France par exemple, sont très loin de répercuter la baisse sur le marché intérieur.

On remarquera qu'il n'aura fallu que quelques manifestations pour que les éleveurs, essentiellement bretons (ils sont environ 8 000 en Bretagne) obtiennent cette aide, sans doute insuffisante et momentanée, mais qui atteint tout de même un demi-milliard. Quand ce sont les travailleurs et les chômeurs qui manifestent, cela ne va pas si vite.

En revanche plus on a affaire à de gros capitalistes, plus les choses se font en douceur et plus l'argent circule. Le grand patronat obtient des dizaines, des centaines de milliards, sans jamais manifester, ou alors par quelques déclarations des dirigeants du CNPF. Les éleveurs – qui dirigent des exploitations familiales et souvent des PME – manifestent et obtiennent souvent un peu, mais infiniment moins que le grand patronat.

Quant aux travailleurs, ils n'ont droit à rien ou presque rien. Il faut se souvenir de la pingrerie de l'Etat, lorsqu'il s'est agi de relever les minima sociaux, à l'occasion des manifestations de chômeurs. Bref, plus on est riche, plus on reçoit.

Il faudra simplement se souvenir que l'Etat qui n'a jamais d'argent pour les travailleurs, en trouve toujours pour les autres catégories. Et que si la classe ouvrière veut son dû, elle ne pourra faire autrement que l'arracher.

André VICTOR

QUAND LA GENDARMERIE FICHE LES TERRORISTES ET... TOUS LES AUTRES !

Gamma

La gendarmerie nationale aurait mis en place un fichier automatisé de lutte contre le terrorisme (FALT) en toute illégalité, mettant ainsi devant le fait accompli la Commission nationale informatique et liberté (CNIL), organisme censé donner son accord pour toute création de fichier de renseignements. Ce fichier s'ajouterait ainsi à celui que gèrent déjà les Renseignements généraux et qui, lui, est soumis au contrôle de la Commission et a déjà été épuré à plusieurs reprises.

Pour justifier la création d'un nouveau fichier, la gendarmerie invoque évidemment les insuffisances du fichier de la police. Quant à son caractère illégal, elle affirme qu'on ne peut lui en vouloir puisque c'est «pour la bonne cause!» La constitution de fichiers illégaux est en fait une pratique courante; tandis que les rivalités qui opposent, de temps à autre, la gendarmerie à la police servent à masquer le fait que ces deux corps de répression de l'appareil d'Etat agissent en toute impunité, comme s'ils n'avaient de compte à rendre à personne d'autre qu'à eux-mêmes.

Il existe bien une loi chargée de mettre de l'ordre dans tout cela. La loi de 1978 autorise en effet la CNIL à vérifier la conformité des fichiers déjà existants et à donner son accord ou non à la création de nouveaux fichiers informatisés. Mais cette commission n'a guère de moyens. Elle ne peut tout contrôler et encore moins empêcher de telles pratiques.

En 1981, elle avait bien sermonné la gendarmerie nationale, qui mentionnait sur ses fiches les opinions religieuses et politiques ou l'origine raciale des personnes concernées et ce en toute illégalité. Ce qui représentait à l'époque environ deux cent cinquante millions de fiches sur les citoyens français et sur les étrangers résidant en France. Et puis pour un fichier illégal trouvé combien restent encore inaccessibles à la CNIL ou tout simplement à chaque citoyen?

Les mises en garde de la CNIL ont-elles servi à quelque chose? Pas vraiment. Hier comme aujourd'hui, la gendarmerie comme la police nationale continuent de fabriquer des fichiers légaux (comme celui de la carte d'identité) ou illégaux (comme le FALT) pour mieux surveiller et contrôler la population en général, les étrangers et les militants politiques et syndicaux, en particulier. Ainsi gendarmes et policiers ne s'embarrassent-ils pas de scrupules légalistes. S'ils jugent qu'ils ont besoin de fichiers pour telle ou telle affaire, loi ou pas, ils en fabriquent. Pourquoi d'ailleurs se priveraient-ils de ce privilège réservé aux appareils de répression? Le sénateur Caillavet rappelait récemment que la police nationale conservait encore des fiches datant de l'Occupation et mentionnant l'origine juive des personnes concernées. Alors, demander aux argousins de respecter la loi et de ficher avec «modération» pour faire leur métier, c'est demander du lait à un bouc! La loi est faite pour les autres, pas pour eux.

René CYRILLE

LE SPORT DOPE LE CAPITAL

Le richissime financier Murdoch propose que sa chaîne de TV payante achète pour plus de six milliards de francs le célèbre club de foot Manchester United. Excusez du peu!

Ce club, coté en Bourse, rapporte énormément d'argent en droits de télé, produits «dérivés», etc. A part ça il y a une dizaine de gars qu'on voit s'agiter dans les stades. Vous parlez de sport? Quel sport?

LA GROSSE DÉ-DETTE

Les seuls intérêts de la dette de l'Etat (appelée dette publique bien que nous n'y soyons pour rien) constituent le second poste du budget, juste après celui de l'Education nationale. Ces intérêts coûteront 342 milliards en 1999. Par comparaison, les impôts sur le revenu doivent rapporter 315 milliards.

Autrement dit la totalité de nos impôts directs (et même davantage) servira uniquement à rembourser les banquiers et autres prêteurs d'argent à l'Etat. Ils pourraient au moins nous dire merci...

Clermont-Ferrand

Au lycée Jeanne-d'Arc

UNE SEMAINE DE GRÈVE DU PERSONNEL DE SERVICE

Depuis la rentrée scolaire, au lycée Jeanne-d'Arc de Clermont-Ferrand, l'ensemble du personnel ouvrier, des femmes de ménage, les cuisiniers, sont en grève complète. Ils réclament avant tout le rétablissement de deux postes d'entretien, supprimés pour des raisons d'économie par l'administration rectorale.

Le lycée Jeanne-d'Arc est l'un des principaux établissements scolaires de l'académie, avec 2500 élèves et plus de deux cents enseignants. Mais pour le personnel de service, les effectifs ont fondu comme neige au soleil : de 90 agents en 1986, il y en a moins de 50 cette année, alors que le travail est le même!

La colère a éclaté quand on a appris qu'à cette rentrée, il y aurait encore deux postes en moins, alors que d'année en année, les postes disparaissaient : départs en retraite non remplacés, équipes mobiles envoyées sur deux ou trois établissements à la fois!

Le personnel de service ne parvient pas à faire le travail nécessaire : entretien d'électricité ou de menuiserie, nettoyage régulier des salles et des labos. Et pour les équipes de cuisine, il s'agit d'un self, tournant elles aussi au minimum.

Chacun est mécontent, élèves et professeurs comprenant l'impossibilité d'avoir des salles propres. La colère des agents a donc éclaté quand le Rectorat a voulu encore faire de sordides et absurdes économies, en appliquant aveuglément un barème administratif imposé par le ministère : tant d'élèves en moins, tant de personnel en moins. Sur le papier, c'est peut-être très logique, mais sur place, c'est aberrant, sauf pour une cervelle de technocrate incapable de comprendre ce qui saute aux yeux : ce n'est pas parce qu'il y a une trentaine d'élèves par rapport à l'an dernier – ce qui est dérisoire pour la taille de ce lycée – qu'il y a moins de travail pour le personnel. Les grévistes font remarquer avec humour cette évidence en demandant combien y a t-il de mètres carrés en moins à entretenir, nettoyer, réparer? Comme si la surface de la cour et des couloirs s'était réduite, ou celle des sols des salles de classe! Et même à la cuisine, on ne voit pas la différence de travail quand il s'agit de préparer trente repas de plus ou de moins sur plus de 1600 servis en moyenne chaque jour.

La grève s'est traduite par l'arrêt complet de tous les travaux habituels et l'absence de service de restauration. Il n'y a même pas de repas froids, les grévistes l'ayant refusé. Jusqu'ici l'ambiance est bon enfant, et les élèves ne se plaignent pas d'être obligés d'aller déjeuner en ville plutôt qu'à la cantine...

Quant aux enseignants, ils sont confrontés à des problèmes analogues d'effectifs surchargés dans une partie des classes, notamment en seconde, avec plus de 35 élèves par classe, car là aussi, sous prétexte d'économies, le ministère, à travers le Rectorat et l'Inspection académique, a fait fermer deux classes de seconde et terminale. Et bien, ils ont donc fait grève également, et apportent un soutien financier non négligeable aux grévistes du personnel de service.

Il y a de l'ambiance chez celui-ci. Il se réunit chaque jour, dans une salle de réfectoire et informe les enseignants, les parents d'élèves et les médias de la suite de son mouvement, qu'il a essayé d'étendre à quelques autres établissements. Du coup, les syndicats des personnels agents des lycées et collèges appelaient pour jeudi 17 septembre à une journée de grève dans toute l'académie.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ALLÈGRE S'ATTAQUE AUX ENSEIGNANTS

LE SNES ANNULE SA JOURNÉE DE GRÈVE DU 10 SEPTEMBRE

AFP

Réunion de maîtres-auxiliaires en 1997. Depuis, leur problème demeure.

La journée du 10 septembre dans l'Éducation nationale a été principalement marquée par une grève des enseignants des classes préparatoires. En effet le SNES, principal syndicat d'enseignants dans le secondaire, avait annulé son mot d'ordre de grève pour le 10 septembre et décidé de le reporter au 24. Dans les classes préparatoires seulement, il avait maintenu son mot d'ordre pour le 10.

Et si le SNES a annulé son mot d'ordre du 10, ce n'est pas que les revendications des enseignants ont été satisfaites. Ce qui a joué – et c'est même comme cela que l'annulation a été présentée un peu partout dans les collèges et lycées – c'est qu'Allègre acceptait enfin de discuter avec le SNES. Allègre et le SNES avaient même établi tout un calendrier de négociations. Et lors des premières discussions, Allègre aurait fait preuve de bonne volonté, il aurait écouté et aurait même été prêt à revoir certaines choses, comme par exemple le service des enseignants de musique et d'arts plastiques. Mais il n'était pas question pour lui, et là-dessus il a été très ferme, de revenir sur la baisse de 17 % de la rémunération des heures supplémentaires à partir de cette année.

Dans les collèges et les lycées, personne n'était satisfait de cette annulation. Surtout dans les collèges, où la rentrée s'était faite la semaine précédente, des enseignants avaient eu le temps de discuter de cette grève, de noter que la date était mal choisie – puisque c'était le lendemain de la rentrée dans les lycées, et qu'en général, les enseignants de lycée ne travaillaient pas dès le lendemain et auraient donc eu du mal à faire grève même s'ils le voulaient. Un certain nombre s'étaient décidés à la faire quand même et ils n'ont pas apprécié le report, ou plutôt l'annulation, mais ils ne se sont pas sentis d'en faire plus.

Il est à noter pour la petite histoire que le SNES a été mal récompensé de cette annulation. En effet Allègre a mal pris le fait que l'annulation de la grève du 10 par le SNES ne concernait pas aussi les classes prépas. Il a considéré que le SNES n'avait pas rempli son contrat, aussi a-t-il purement et simplement annulé le rendez-vous qu'il avait avec lui !

Bien sûr, tout cela juge Allègre. Mais cela juge aussi le SNES qui, au jeu de passer sous la table pour mieux discuter, n'est pas au bout de ses peines.

Pour les enseignants, les problèmes de la rentrée restent entiers. La diminution de la rémunération des heures supplémentaires demeure. Ces heures supplémentaires, un enseignant ne peut en général pas les refuser, et voilà qu'en plus, leur rémunération diminue !

Par exemple, un enseignant certifié doit 18 heures par semaine de cours aux élèves. Son chef d'établissement peut lui imposer une ou deux heures supplémentaires. Elles seront rétribuées à l'année. Jusqu'au 30 juillet 1998, il touchait pour une heure supplémentaire 7 584 F, répartis sur dix mois. À partir de la rentrée 1998, il touchera 6 300 F au total pour l'année. En fait, l'enseignant touche une indemnité forfaitaire annuelle pour l'heure supplémentaire et cette indemnité va baisser de 1 284 F.

Allègre explique que cette somme récupérée a servi à payer 40 000 emplois jeunes, et invoque l'argument de la « solidarité ». On peut observer que c'est toujours aux mêmes que l'on demande des efforts, mais de plus, cet argument tombe complètement. À part des enseignants qui tiennent fermement à leurs heures supplémentaires, mais ils sont une petite minorité, cela fait des années que la majorité des enseignants et les organisations syndicales réclament la transformation de ces heures supplémentaires en postes correspondants. Aujourd'hui, il y aurait près de 710 000 heures supplémentaires. Si ces heures étaient en grande majorité transformées en postes, cela ferait près de 40 000 postes supplémentaires. Cela permettrait d'embaucher les enseignants correspondants, cela permettrait de rendre moins lourd le service de bien des enseignants et cela ferait aussi qu'il y ait plus d'adultes dans les établissements.

Mais Allègre, lui, a tout faux. Il ne crée pas ces postes… il se contente d'alléger le portefeuille des enseignants !

Marielle LEMONNIER

Collège Ampère (Grenoble) :

ENSEIGNANTS ET PARENTS SE FONT RESPECTER

A partir du lundi 7 septembre, les enseignants du collège Ampère à Grenoble se sont mis en grève, appuyés dans leur action par les parents d'élèves, pour protester contre la fermeture de deux classes. Si la suppression était compréhensible pour l'une d'entre elles, par contre, pour le niveau des 6e, c'était inacceptable.

En effet, les élèves se retrouvaient à 27 par classe pour ce collège situé en ZEP (Zone d'Education Prioritaire). Cela rend encore moins aisée la tâche des enseignants, étant donné les difficultés scolaires et sociales que rencontrent les jeunes de ces quartiers. Lors des assises nationales pour la relance des ZEP, les 3 et 4 juin de cette année, les ministres disaient vouloir faire des efforts pour les ZEP. Au vu des résultats, il y a loin des discours à la réalité…

Après une manifestation des professeurs devant le rectorat, mardi 8, et après que les parents d'élèves ont retenu quelque temps le président du Conseil Général et l'inspecteur d'académie lors de leur visite de l'établissement, le jeudi 10, dès le lendemain le recteur s'engageait à donner les moyens nécessaires pour faire fonctionner une nouvelle classe de 6e et ainsi donner davantage de chances de réussite à ces enfants.

Une mobilisation qui a été payante.

Limoges, à l'école primaire de l'Abessaille

UNE OCCUPATION PAYANTE !

Dans une petite école de la ville de Limoges, le jour de la rentrée scolaire, 58 enfants étaient inscrits pour seulement 2 classes.

Alors qu'il y avait une classe de 32 élèves pour 3 niveaux, le vendredi 4 septembre, l'inspecteur d'académie a indiqué qu'il ne créerait jamais une troisième classe dans cette école. Les parents d'élèves, révoltés par une telle décision, et avec le soutien des enseignants, ont alors décidé d'occuper l'école nuit et jour, de faire des banderoles, des tracts, des pétitions et ils se sont retrouvés nombreux lors des différentes assemblées générales.

Ce n'est que le jeudi 10 septembre, après quatre jours d'occupation, que l'inspecteur a accepté de recevoir une délégation de parents d'élèves, interdisant l'accès de l'Inspection d'académie aux autres parents, avec barrières et vigiles ! Au bout d'une heure de discussion stérile, l'inspecteur quitta son bureau, mais les parents d'élèves décidèrent d'y rester, en attendant sur place la création d'un poste d'instituteur. Puis, après deux heures d'occupation, ils quittèrent les lieux, non sans prévenir qu'ils reviendraient le lendemain.

Dans la soirée, l'Inspection d'académie annonçait, par communiqué de presse, qu'elle créait un poste, mais seulement pour cette année.

Au sortir de cette occupation d'une semaine, les parents d'élèves sont nombreux à penser qu'il faudrait appliquer de telles méthodes chaque fois qu'une administration ou un patron veut supprimer des postes ! Car, comme l'avait affiché sur sa vitrine un commerçant du quartier, ancien mineur de la COGEMA licencié : un instituteur de plus, c'est un chômeur de moins !

Correspondant LO

NICE

NON AUX FERMETURES DE CLASSES !

A Nice, vendredi 11 septembre, plusieurs dizaines de parents d'élèves et de professeurs se sont rendus en manifestation à l'Inspection d'académie. Une commission devait en effet décider de la fermeture d'une classe de l'école Rosalinde-Rancher, et ils voulaient tenter d'empêcher cette décision.

Malgré leur présence, malgré le fait que les classes vont se retrouver pour certaines avec plus de 24 élèves, l'Inspection d'académie a confirmé la fermeture de la classe, répétant que le nombre d'élèves n'était pas suffisant. Loin de l'amélioration des conditions d'accueil des élèves, c'est bien une logique d'économies qui continue de primer. Mais les parents d'élèves, s'ils ont suspendu leur occupation, entendent bien ne pas en rester là.

Aux Mutuelles du Mans

COUP DE COLÈRE CONTRE LE PDG

Vendredi 11 septembre, le PDG des Mutuelles du Mans a annoncé sa démission. Il faut dire que, ces temps derniers, nous lui avons mené la vie dure. Après une guerre des chefs, où 24 directeurs ont signé une lettre demandant le départ du PDG, celui-ci a contre-attaqué et a démis de ses fonctions le directeur général, chef de la fronde.

Pour nous, ils ne valent pas mieux l'un que l'autre, mais c'était une bonne occasion pour lui faire savoir que nous n'en voulions plus. Il y eut un premier débrayage mercredi 2 septembre, suivi d'une manifestation où nous nous sommes retrouvés à 2 000 pour réclamer le départ du PDG. Ce débrayage a été largement relayé par la presse locale, dans laquelle le PDG était présenté pour ce qu'il est : méprisant et hautain.

Puis il eut un deuxième débrayage vendredi 4 septembre, pendant lequel nous avons déboulé à 2 000 dans une réunion entre le PDG, venu remettre les pendules à l'heure, et ses directeurs. Nous les avons obligés à changer de salle pour passer dans le grand amphithéâtre. Et là, pendant deux heures, il en a vu de toutes les couleurs. Son discours était sans cesse interrompu par des cris exigeant sa démission. L'ambiance était plus que chaude et cela faisait plaisir de voir le PDG ravaler sa morgue. Devant la salle bondée, même les directeurs qui voulaient le départ du PDG faisaient grise mine. Ils devaient se demander comment ils allaient nous reprendre en main.

Le nouveau PDG ne sera pas mieux que l'autre, mais au moins nous avons marqué le coup. Et son départ des Mutuelles, il n'est pas près de l'oublier !

Correspondant LO

Lever Haubourdin (Lille)

Menace de licenciement d'un nettoyeur

LE PATRON DOIT RECULER

Jeudi 3 septembre, à l'usine Lever d'Haubourdin (Nord), un des employés de la société de nettoyage SIN & Stès recevait une lettre de convocation à un entretien en vue de son licenciement. Cela a provoqué une vive émotion dans l'usine.

En effet, cela fait plusieurs mois que les salariés de cette entreprise de nettoyage ont des problèmes avec leur patron.

En avril, Lever, après appel d'offres, avait cédé la totalité du chantier à SIN & Stès, qui commençait par supprimer 3 emplois sur les 9 de la société précédente, alors que la surface à nettoyer restait bien évidemment toujours la même.

Cette augmentation de la charge de travail s'est accompagnée de diverses tracasseries. Deux ouvriers qui avaient toutes les conditions pour être repris avec le chantier ont dû se défendre pour rester sur leur lieu de travail, et n'ont obtenu gain de cause que grâce au soutien des salariés de Lever. Mais l'un d'eux, qui avait été en arrêt pour maladie, a été accusé à son retour de n'avoir pas envoyé ses papiers d'arrêt, et donc d'être en absence sans motif.

C'est encore une fois la solidarité des salariés de Lever et la décision d'attendre le patron de l'entreprise de nettoyage qui ont fait que les papiers perdus, étrangement, furent retrouvés dans les 10 minutes suivantes.

Depuis juin, les conditions de travail au nettoyage se sont dégradées, à tel point que l'un des employés s'est brûlé le pied en nettoyant l'atelier de fabrication des lessives, sans bottes et avec des chaussures de sécurité trouées, en pataugeant dans l'eau de fabrication riche en acide et en soude. Les bleus de travail ne sont pas à la bonne taille, il faut une ficelle pour qu'ils tiennent. Le nettoyage des sanitaires se faisait sans produits, le responsable ne les amenait pas, ou bien ils étaient enfermés dans des armoires, sans que ceux qui en avaient besoin aient la clé.

Des plaintes sont finalement arrivées parce que c'était moins bien nettoyé qu'avant. Les délégués ont protesté plusieurs fois auprès de la direction de Lever, qui prétendait que cela ne la regardait pas. Fin août, la médecine du travail intervenait à son tour, car depuis juillet l'infirmerie n'était plus nettoyée correctement. Le médecin du travail constatait que le responsable de l'Hygiène de Lever et la société de nettoyage lui mentaient. Ils prétendaient que la salariée chargée du nettoyage avait un produit désinfectant, ce qui était faux.

Les délégués du personnel ont alors interpellé le directeur de Lever, à propos de l'hygiène dans les sanitaires. La réponse, arrivée le 3 septembre, a été… cette menace de licenciement d'un salarié de SIN & Stès !

L'équipe de nuit et l'équipe d'après-midi de Lever ont débrayé dès le vendredi 4 septembre. Le patron de Lever a convoqué tous les agents de maîtrise, pour expliquer qu'il ne pouvait pas intervenir dans les affaires d'une autre entreprise, que lui ne tolérerait pas qu'une autre entreprise se mêle de ses affaires. Mais ce sont les agents de maîtrise eux-mêmes qui ont protesté, défendant le salarié menacé et dénonçant les conditions de travail des nettoyeurs ! Même le médecin du travail a envoyé un courrier au patron de l'entreprise de nettoyage, pour protester sur la baisse des temps de nettoyage, l'absence de produits et les pressions morales que subissent les salariés. Les nettoyeurs étaient décidés à se défendre, faisant signer, à la porte de l'usine, une pétition aux salariés de Lever demandant leur soutien. Les syndicats ont appelé à accompagner le salarié menacé jusqu'à son entreprise et c'est à 12 que nous sommes allés chez SIN & Stès. Tout le beau monde là-bas n'en menait pas large, y compris un délégué que personne n'avait jamais vu et qui prétendait assister le salarié menacé.

Après un rapide entretien, notre camarade recevait un avertissement. C'était déjà une victoire car, sans ce soutien de tous, le licenciement était certain.

Mais même cet avertissement injustifié, nous aurons à cœur qu'il soit retiré.

Correspondant LO

Échos des entreprises

ILS FUMENT LA MOQUETTE

Pour la journée portes ouvertes, la direction prévoit sans rire que l'équipe 1, qui sera du matin, se lèvera entre 3 h 30 et 4 h 30, travaillera jusqu'à 12 h 55, se fera offrir une fricassée sauce Sodexho, visitera ensuite l'usine et, pour finir, assistera vers 20 h au feu d'artifice.

15 heures d'affilée à l'usine, pour sûr, quel feu d'artifice ! Visiblement, ceux qui organisent les journées portes ouvertes à l'usine, n'y mettent pas souvent les pieds le reste de l'année.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Renault Flins (Tôlerie)

COQUILLE VIDE ?

Depuis deux semaines, les cadres organisent des réunions d'information sur les 35 heures. Mais ils n'ont tellement rien à dire qu'ils ne tiennent qu'à peine 15 minutes sur le sujet, pour une réunion qui dure 1 h 30.

Réduire le temps de travail, c'est pourtant simple : pour nous, c'est moins d'heures passées au boulot.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *PTT 17 (Paris)

LEURS ÉCONOMIES COMMENCENT À NOUS PLAIRE

Sur la ligne Twingo, les responsables ont trouvé le moyen d'ajouter sur les deux postes de pose du capot une vis supplémentaire à mettre.

Comme si déjà, sur les postes de production, on n'avait pas du travail à revendre !

Les gains de productivité, nous n'avons pas besoin de réfléchir pour savoir où la direction les fait : sur notre dos.

Mais ça pourrait bien capoter un de ces quatre !

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Renault Flins (Ferrage-Peinture)

TARIF D'ESCLAVAGE

Pour obtenir le contrat de la maintenance des bâtis à la mécanique du 33, la société MATEC a négocié avec la SNECMA une facturation horaire de 130 F par ouvrier. Le tarif était de 170 F avec la précédente société (QUALITEC).

Attachés-cases, costume trois pièces, portables, Mercedes, repas au restaurant pour les négociateurs des contrats. Salaires de misère (43 F de l'heure), emploi précaire et aucun matériel pour travailler, pour les ouvriers en intérim ou CDD.

Pour ce qui est des gros bonnets « gestionnaires » du service achat SNECMA qui imposent ces tarifs, avec forcément les salaires des ouvriers qui baissent en conséquence, il n'y a pas de souci à se faire pour leur paye à eux.

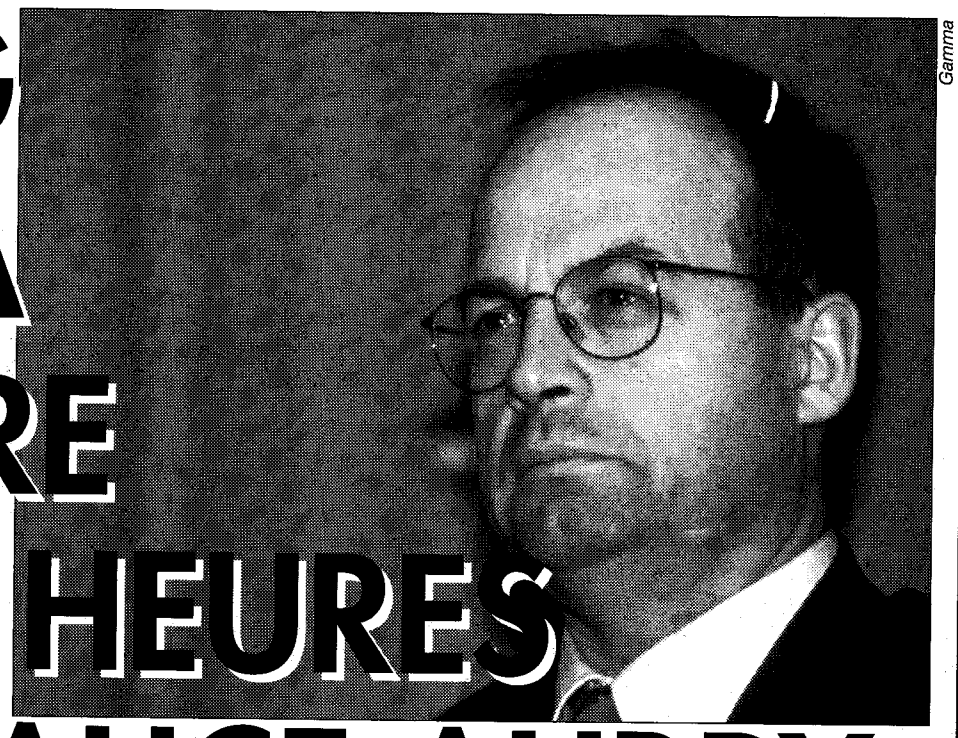
ROYAL

On va toucher royalement une augmentation générale de 0,3 % au 1er septembre. Malgré les bénéfices qui s'envolent, on est toujours au régime amaigrissant. Par contre, les 10 meilleurs salaires du groupe ont touché en 1997 19 % de plus qu'en 1996.

Les mêmes qui nous prêchent la réduction des coûts salariaux n'oublient pas de se sucrer d'abord.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNECMA – Villaroche (77)

LE PDG DE PSA PRÉPARE LES 35 HEURES À LA SAUCE AUBRY


Gamma

Jean-Martin Folz, le PDG du groupe PSA, a reçu les syndicats vendredi 11 septembre pour, dit-il, «*fixer le cadre économique, social et commercial*» des négociations sur les 35 heures «*qui dépassent largement le cadre de l'accord UIMM*» (l'Union des Industries minières et métallurgiques, syndicat patronal de la métallurgie).

Il annonce ainsi clairement la couleur, en disant qu'il a l'intention de négocier à partir du 25 septembre sur «*la durée du temps de travail, les heures supplémentaires et les forfaits, la répartition du temps de travail, le mois, l'année (en particulier les dates de congé), voire sur des durées plus longues.*». Autrement dit, il envisage de s'appuyer sur cet accord qui permet entre autres le recours massif aux heures supplémentaires (doublement des heures supplémentaires autorisées annuellement), le travail au forfait, la possibilité de semaines d'une durée de 48 heures sans dérogation (contre 46 actuellement) avec une moyenne de 42 heures sur 12 semaines.

Actuellement, l'automobile emploie un grand nombre d'intérimaires – près de 20% des effectifs ouvriers – tout en recourant aussi dans certaines périodes au chômage technique – trente-huit jours chez Citroën et quarante-trois chez Peugeot en 1997. Les heures supplémentaires sont monnaie courante. Mais cela ne suffit pas : Folz voudrait encore plus de «souplesse», comme disent les patrons pour parler de leur volonté d'embaucher les travailleurs seulement comme ils le veulent et quand ils le veulent, le temps qu'ils veulent. Même la fermeture traditionnelle des usines en août ne lui convient plus. Folz se plaint de ce que PSA n'aurait pas pu honorer des milliers de commandes. C'est le prétexte invoqué pour la réorganisation du travail envisagée par lui pour le printemps 1999, mais il n'est évidemment pas question d'embaucher.

Le groupe PSA vient d'annoncer des milliards de bénéfices. Et il veut, au travers de la négociation sur les 35 heures, se doter de moyens d'en faire encore plus. Cela n'empêche pas la CFDT, qui s'est «félicité» de l'ouverture de ces négociations, de déclarer que son PDG «*prenait les problèmes par le bon bout*». Le bon bout pour lui, incontestablement. Mais pas pour les travailleurs qui sont à l'autre bout de la corde.

Aline RETESSE

Renault Siège social (Billancourt)

LES TRAVAILLEURS DES CANTINES ONT MIS LES PIEDS DANS LE PLAT

La direction du groupe de restauration SORESCO AVENANCE, au Siège social de Renault, a reculé face à la grève des travailleurs des cantines. Elle voulait diminuer leur salaire de 1500 à 3000 F lors d'une mutation dans le groupe (cf *LO* n° 1573)

Pendant plus d'une semaine, tous les travailleurs des cantines ont arrêté le travail deux heures par jour pendant les heures de déjeuner du personnel de Renault. Ils se sont adressés tous les jours aux employés, ils ont distribué des tracts pour informer le personnel. La distribution gratuite de sandwiches organisée par la direction de AVENANCE n'a pas découragé leur mouvement. Les employés de Renault les soutenaient, leur pétition a été signée par 2000 personnes.

Mardi 8 septembre, une réunion s'est tenue entre les salariés des cantines et la direction de AVENANCE. Il y avait une travailleuse représentant chaque cantine et un délégué CGT de la SORESCO. Un compte rendu régulier était fait aux 50 salariés des cantines venus pour donner leur avis sur les discussions avec la direction.

Le 9 septembre, un protocole de fin de conflit a finalement été signé entre la CGT et la direction de AVENANCE qui maintient intégralement les salaires lors d'une mutation pour l'ensemble des salariés de la SORESCO sans limitation de date.

Les travailleurs des cantines sont très contents d'avoir fait céder la direction. Mais c'est aussi une victoire morale pour eux et les employés de Renault, qui prouve que, lorsque les travailleurs réagissent collectivement et sont solidaires, ils peuvent obtenir satisfaction.

Correspondant LO

EMPA (Air France Orly Nord)

CETTE FOIS CE SONT LES PATRONS QUI EN ONT VU DE TOUTES LES COULEURS

A Orly Nord, où Air France fait une partie de l'entretien de ses avions, la direction a, au fil des années, sous-traité de plus en plus d'activités jugées par elle non rentables. Il y a le nettoyage, la manutention, le transport, le magasinage; et aussi, comme à la «Grande Visite», une partie de la peinture et du décapage des avions. Et c'est à une petite société (15 personnes), EMPA, que la direction de la «Grande Visite» confie des travaux de décapage et de peinture.

Mais, à EMPA, il n'y a pas d'horaire vraiment fixe, les heures supplémentaires ne sont pas payées, les temps et les jours de repos ne sont pas respectés. Et pour les travailleurs à temps partiel effectuant les mêmes horaires que ceux à temps complet, ils ne touchent pas le complément de paye qui leur est dû, le patron volant ainsi jusqu'à vingt heures par mois.

Et la direction d'Air France dans tout cela? Bien qu'au courant de toutes ces pratiques illégales et d'un autre âge, elle fermait les yeux. C'est avant tout elle qui profitait de cette situation, car évidemment ces travaux de peinture et de décapage lui reviennent nettement moins cher que si des travailleurs d'Air France les faisaient.

Mais trop c'est trop, et quand les travailleurs d'EMPA ont vu leur fiche de paye le mardi 8 septembre et ont constaté que, malgré les engagements du patron à régulariser toutes les «anomalies», la paye était toujours aussi minable, ils se sont tous mis en grève.

Après deux jours de grève, le patron d'EMPA a dû lâcher 8 % d'augmentation de salaire pour les préparateurs (les salaires les plus faibles); 4 % pour les peintres; de primes d'insalubrité. Les horaires seront déposés, légaux et moins contraignants.

Le fait que la responsabilité d'Air France ait été montrée du doigt et risquait d'être mise sur la place publique a sûrement incité EMPA à négocier rapidement. En tout cas la détermination de ces travailleurs a payé, ils sont bien décidés à ce que dans cette entreprise plus rien ne soit comme avant. Et en attendant, cette victoire a remonté le moral aux travailleurs d'une autre entreprise sous-traitante, et est aussi un bon exemple pour ceux d'Air France Orly Nord.

Correspondant LO

le rapport de l'ONU sur le développement

LE MONDE DOIT CHANGER DE BASE

Les riches sont toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres. Ce pourrait être la conclusion du dernier rapport de l'ONU sur le développement humain, tant les chiffres qu'il donne sont édifiants.

Alors que les dépenses de consommation publiques et privées ont doublé depuis 1975, un milliard d'êtres humains évolue, lui, dans l'autre sens, et son niveau de consommation est moindre qu'il y a 25 ans. Ses besoins les plus élémentaires ne sont pas satisfaits. Ainsi, 1,3 milliard d'hommes et de femmes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Ce sont les victimes toutes désignées des maladies véhiculées par ces égouts à ciel ouvert que sont les rivières et les grands fleuves du Tiers Monde. Et parmi eux, les enfants paient un tribut particulièrement lourd.

Chaque année, les diarrhées causent la mort de 5 millions de personnes, dont trois millions d'enfants. Même tableau pour l'électricité : 2 milliards d'humains doivent s'en passer. 840 millions de personnes sont mal nourries, et 1 milliard vivent sans logement correct. Et cette pauvreté ne touche pas que les pays du Tiers Monde, puisque même dans ceux que l'on dit riches on trouve 100 millions de ces mal-logés. 11% de la population de ces pays industrialisés vivent aujourd'hui avec moins de 11,40 dollars par jour, soit 66 F.

Cette pauvreté croissante contraste crûment avec la richesse de quelques-uns. Le revenu des 225 plus grosses fortunes du monde représente un total de plus de 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 2,5 milliards d'êtres humains les plus pauvres, près de la moitié de la planète. Les auteurs du rapport ont même calculé que 4% de cette richesse, 40 milliards, suffiraient à donner à toute la population du globe l'accès à une nourriture adéquate, aux soins de santé de base, à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires, à l'éducation élémentaire pour les enfants et aux soins de gynécologie et d'obstétrique pour les femmes.

Et cette poignée de riches, propriétaires des grands trusts internationaux, ne confisquent pas seulement les moyens d'existence de toute une partie de la planète. Ils orientent aussi la production mondiale vers les secteurs qui leur permettent d'arrondir encore leur galette, plutôt que vers la satisfaction des besoins les plus criants. Même si le rapport de l'ONU ne le dit pas, il donne aussi quelques chiffres qui le montrent de manière évidente.

Ainsi estime-t-il, par exemple, le coût de l'accès à l'eau potable pour tous à 9 milliards de dollars supplémentaires par an, alors que la consommation d'aliments pour animaux en Europe et en Amérique se chiffre à 17 milliards de dollars par an, celle de cigarettes rien qu'en Europe à 50 milliards, le total des dépenses de publicité dans le monde à 435 milliards et de celles d'armements à 780 milliards.

Les experts de l'ONU qui publient ce rapport, respectueux du système capitaliste qui les paye, espèrent juste convaincre ainsi les dirigeants de celui-ci de consacrer un tout petit peu plus, quelques miettes de leur immense richesse, à combattre cette pauvreté. Mais le tableau qu'ils en donnent, derrière l'accumulation des chiffres, fait place à une tout autre conclusion : il est urgent de renverser ce système et de le remplacer par une société où les formidables moyens dont dispose le vingtième siècle seront utilisés pour permettre à tous les êtres humains de satisfaire leurs besoins et de s'épanouir librement.

Daniel MESCLA

La pollution conséquence de la pauvreté

Le « Rapport sur le développement humain » publié par les Nations Unies fait aussi état de la pollution, qui frappe plus particulièrement les pays pauvres, causant des millions de décès.

Ainsi, 2,7 millions de décès seraient dus à des insuffisances respiratoires, du fait de la pollution de l'air. Quant à la dégradation des sols, elle s'accélère à cause de la déforestation et du surpâturage, conséquences directes de la pauvreté, par manque de terres suffisantes et d'engrais pour pouvoir produire de quoi vivre correctement.

Ces pays sont déjà victimes de la pollution créée par les industriels des pays riches, qui y déchargent des déchets qu'il leur reviendrait plus cher de traiter chez eux, ou y installent des usines polluantes ou dangereuses, comme on l'a vu lors de la catastrophe de l'usine de l'Union Carbide à Bhopal en Inde. Mais c'est avant tout la pauvreté et la sous-industrialisation qui engendrent la pollution, du fait que ces pays n'ont pas les moyens d'avoir accès aux technologies leur permettant d'y parer.

AFP

Bidonville à Djakarta (Indonésie). Quel développement pour des millions de gens qui vivent dans le dénuement et les ordures ?

Grande-Bretagne

Investissements industriels

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI...

Lorsque Blair est arrivé au pouvoir, en 1997, il a repris à son compte ce qui constituait depuis le début des années 1980 le fondement de la politique thatchérienne : faire de la Grande-Bretagne un paradis pour investisseurs étrangers, à coups de subventions étatiques, d'avantages fiscaux et surtout de déréglementation du marché du travail pour établir ce « marché flexible » aujourd'hui si cher à Blair.

Depuis 1997, les Travaillistes au pouvoir ont multiplié les efforts dans ce sens. De multiples organismes régionaux ont été créés pour démarcher les industriels étrangers et leur vanter les avantages qu'ils auraient à délocaliser leur production en Grande-Bretagne. Les dirigeants syndicaux ont été mis à contribution pour se porter garants de la quiétude du climat social. Les fonds alloués à ces opérations ont été augmentés et les types d'investissements offerts diversifiés, de façon à les rendre plus alléchants, en particulier en faisant supporter à l'Etat une part importante des risques financiers.

Il s'en est suivi une concurrence féroce entre régions, d'autant plus que les soubresauts financiers et les incertitudes liées à l'introduction de l'Euro rendaient les investisseurs potentiels plus rares et circonspects. Du coup, d'ailleurs, les Travaillistes ont élargi la notion d'« investisseur étranger » en y ajoutant… « à la région ».

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, cette politique est en train de prendre la tournure d'une mauvaise farce. Les unes après les autres, ces usines-miracles, qui étaient censées régler une fois pour toutes le problème de l'emploi en Grande-Bretagne en même temps qu'elles justifiaient les mauvais coups portés aux conditions de travail et d'existence des ouvriers, se sont mises à fermer au cours de ces derniers mois : une usine de Mitsubishi Electric, une du Taiwanais Lite-On, une usine Siemens, une autre du fabricant de gros matériel industriel américain Grove, etc., la liste n'en finit plus de s'allonger. Mais le comble, sans doute, aura été l'annonce faite par Fujitsu, au début septembre, de la fermeture de son usine de Newton Aycliffe dans… la circonscription de Blair, usine dont Blair lui-même avait négocié la création lorsqu'il était encore dans l'opposition.

Chaque fermeture a sans doute une bonne (ou mauvaise) raison qui lui est propre – écroulement du marché mondial des composants pour les uns, coût trop élevé de la livre pour d'autres, restructuration européenne, etc. Mais toutes ces usines ont ceci de commun que, si elles ont « tenu » assez longtemps pour bénéficier de l'intégralité des avantages fiscaux qui leur étaient promis, elles n'ont pas tenu beaucoup plus longtemps (pas même deux ans dans le cas de l'usine Fujitsu). De plus, chacun des emplois qui y avaient été créés avait donné lieu à une subvention en argent frais allant de 200 000 à 400 000 F (sans parler de la viabilisation des sites industriels prise en charge par l'Etat). Et, bien sûr, il n'est pas question qu'elles en remboursent un penny à l'Etat, ni d'ailleurs qu'elles consentent un dédommagement aux travailleurs qui ont dû leur sacrifier leurs conditions de travail et taux de salaires passés, sous prétexte de « créations d'emplois » qui ont déjà disparu !

F. R.

Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995